

MAZARS

ERNST & YOUNG Audit

Faurecia

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

MAZARS
Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
S.A. à directoire et conseil de surveillance au capital de €
8 320 000
784 824 153 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Faurecia

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Faurecia,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Faurecia relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.A de l'annexe aux comptes consolidés qui expose l'impact de la décision de l'IFRS IC concernant l'attribution aux périodes de services des avantages relatifs à un régime à prestation définie (norme IAS 19) sur la situation nette à l'ouverture de l'exercice 2021.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

■ Evaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition

(Note 10 « Écarts d'acquisition » de l'annexe aux comptes consolidés)

Risque identifié	Notre réponse
La valeur nette comptable des écarts d'acquisition s'élève à 2 236,2 millions d'euros au 31 décembre 2021. Ces actifs sont comptabilisés dans les quatre regroupements d'unités génératrices de trésorerie (UGT), correspondant chacun à l'un des secteurs opérationnels du groupe : <i>Seating</i> , <i>Clean Mobility</i> , <i>Interiors</i> et <i>Clarion Electronics</i> .	Nous avons pris connaissance de la méthode utilisée par la direction pour déterminer la valeur recouvrable de chaque groupe d'UGT, afin d'étudier sa conformité avec la norme IAS 36.
Conformément à la norme IAS 36, les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'un amortissement mais d'un test de dépréciation dès	Nous avons apprécié, avec des experts en évaluation d'actifs intégrés dans l'équipe d'audit, les hypothèses-clés utilisées par la direction dans la détermination des flux prévisionnels de trésorerie. Pour cela nous avons notamment :

l'apparition d'indices de dépréciation et au moins une fois par an, tel que mentionné dans la note 10 de l'annexe aux comptes consolidés.

Pour la réalisation de ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés entre les groupes d'UGT qui correspondent à des ensembles homogènes d'actifs (groupe d'actifs) générant des flux de trésorerie indépendants.

Les tests de dépréciation permettent de comparer la valeur comptable des actifs et passifs ainsi regroupés au montant le plus élevé entre leur valeur d'utilité, égale à la somme actualisée des flux nets futurs de trésorerie attendus, et leur valeur de marché nette des coûts de cession. Une dépréciation est constatée dès que la valeur ainsi déterminée d'un groupe d'UGT est inférieure à sa valeur comptable.

Les flux futurs de trésorerie utilisés sont issus des prévisions du groupe pour la période 2022-2026 pour Clarion Electronics et pour la période 2022-2024 pour les trois autres groupes d'UGT. Ces prévisions ont été établies au cours second semestre de l'année 2021 et intègrent des hypothèses de volumes du marché automobile mondial issues de sources externes.

Comme mentionné dans la note 10, le test réalisé au 31 décembre 2021 a permis de confirmer la valeur au bilan des écarts d'acquisition pour *Seating*, *Interiors*, *Clean Mobility* et *Clarion Electronics*.

Dans le cadre de notre audit, nous avons considéré l'évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition comme un point clé de l'audit pour les raisons suivantes :

- la valeur des écarts d'acquisition est significative dans les comptes consolidés ;
- la détermination des paramètres utilisés pour la mise en œuvre des tests de dépréciation implique des jugements et estimations importants de la part de la direction, tels que les flux futurs de trésorerie, les taux d'actualisation et les taux de croissance à l'infini, qui sont par nature dépendants de l'environnement économique et notamment impactés par le contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et à la pénurie de composants électroniques.

- rapproché les éléments pris en compte dans les tests de dépréciation de chaque groupe d'UGT avec les comptes consolidés ;
- comparé les hypothèses-clés retenues pour déterminer la valeur d'utilité du groupe d'UGT, en particulier les hypothèses de volumes du marché automobile mondial considérées par le groupe dans le contexte de crise liée au Covid-19 et à la pénurie des composants électroniques, le taux d'actualisation et le taux de croissance, à des données externes de marché ;
- analysé la cohérence des flux prévisionnels avec les flux historiques ;
- vérifié les calculs arithmétiques du modèle d'évaluation et rapproché les principales données issues des prévisions intégrant les prévisions du groupe pour la période 2022-2026 pour Clarion Electronics et pour la période 2022-2024 pour les trois autres UGT, avec celles incluses dans les tests de dépréciation ;
- effectué des calculs de sensibilité sur les valeurs d'utilité déterminées par la direction, notamment concernant le taux d'actualisation, le niveau de marge opérationnelle pour évaluer leurs incidences, ainsi que sur les hypothèses de volumes du marché automobile mondial considérées par le groupe.

Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations relatives aux écarts d'acquisition présentées dans les notes annexes aux comptes consolidés.

■ Comptabilisation et évaluation de la valeur recouvrable des frais de développement

(Notes 10 et 11 de l'annexe aux comptes consolidés)

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le montant net des frais de développement activés au 31 décembre 2021 s'élève à 2 268,4 millions d'euros.</p> <p>Conformément à la norme IAS 38, les coûts d'études engagés pour fabriquer et livrer des modules dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client et considérés comme des coûts de préproduction pour les pièces série sont inscrits à l'actif du bilan en immobilisations incorporelles selon les conditions explicitées dans la note 11 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Ces actifs sont amortis au rythme des quantités de pièces livrées au client, avec une durée maximale de cinq ans, sauf cas particulier.</p> <p>Les frais de recherche ainsi que les coûts des études ne remplissant pas les conditions exposées dans la note 11 de l'annexe aux comptes consolidés sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.</p> <p>Comme indiqué dans la note 10 de l'annexe aux comptes consolidés, des tests de dépréciation des actifs de frais de développement sont réalisés dès qu'un indice de perte de valeur apparaît. Ces tests consistent à comparer la valeur nette comptable des actifs incorporels et corporels affectables à un contrat client, à la valeur actualisée des flux nets futurs de trésorerie attendus sur le contrat, en prenant la meilleure estimation possible des ventes futures.</p> <p>Dans le cadre de notre audit, nous avons considéré la comptabilisation et l'évaluation de la valeur recouvrable des frais de développement comme un point clé de l'audit pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">la valeur des frais de développement activés est significative dans les comptes consolidés ;	<p>En ce qui concerne l'inscription des frais de développement à l'actif :</p> <ul style="list-style-type: none">nous avons pris connaissance des procédures mises en place par la direction pour déterminer l'éligibilité à l'activation de dépenses de développement et analysé leur conformité avec la norme IAS 38 ;nous avons réalisé des tests sur un échantillon de contrats clients afin d'apprécier le caractère activable des frais de développement portés à l'actif au regard des conditions de la norme IAS 38. <p>Concernant l'évaluation de la valeur recouvrable des frais de développement figurant à l'actif :</p> <ul style="list-style-type: none">nous nous sommes entretenus avec la direction afin d'identifier d'éventuels indices de perte de valeur ;nous avons pris connaissance de la méthode utilisée par la direction pour déterminer la valeur recouvrable de ces actifs, et examiné les modalités de sa mise en œuvre ainsi que l'exactitude arithmétique des calculs réalisés ;nous avons analysé pour un échantillon de contrats clients ayant fait l'objet d'un test de dépréciation, les hypothèses-clés utilisées par la direction dans la détermination des flux prévisionnels de trésorerie intégrant les hypothèses de la direction prises dans le contexte de crise liée au Covid-19 et à la pénurie des composants électroniques. Pour cela nous avons notamment :rapproché les éléments composant la valeur nette comptable de ces actifs affectables à un contrat client avec les comptes consolidés ;comparé, avec des experts en évaluation d'actifs intégrés dans l'équipe d'audit les hypothèses-clés retenues, en particulier le taux d'actualisation, à des données externes de marché ;

- la détermination des paramètres utilisés pour la mise en œuvre de tests de dépréciation implique des jugements et des estimations importants de la part de la direction, tels que les flux futurs de trésorerie, les taux d'actualisation et le taux de marge brute attendu par contrat client qui sont par nature dépendants de l'environnement économique et notamment impactés par le contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et à la pénurie de composants électroniques.
 - rapproché les données spécifiques, pour un échantillon de contrats clients, telles que les quantités de livraisons prévisionnelles et le prix unitaire négocié par produit aux documents contractuels conclus avec le client ou aux données externes disponibles, tenant compte le cas échéant des négociations en cours.
- Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations relatives aux frais de développement présentées dans les notes annexes aux comptes consolidés.

■ Reconnaissance et caractère recouvrable des actifs d'impôts différés

(Note 8 « Impôts sur les résultats » de l'annexe aux comptes consolidés)

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les actifs d'impôts différés figurent au bilan des comptes consolidés au 31 décembre 2021 pour une valeur nette comptable de 540,6 millions d'euros. Les passifs d'impôts différés s'élèvent à 44,1 millions d'euros à la clôture.</p> <p>Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur, qui permettra d'imputer les différences temporaires ou les déficits reportables, est probable à court ou moyen terme, sur la base des prévisions du groupe.</p> <p>Sur la base de ces prévisions, le groupe considère comme probable le recouvrement du solde net d'impôts différés comptabilisé au 31 décembre 2021, soit 496,5 millions d'euros.</p> <p>La capacité du groupe à recouvrer les actifs d'impôts différés est appréciée par la direction à la clôture de chaque exercice.</p> <p>Nous avons considéré la reconnaissance et le caractère recouvrable des actifs d'impôts différés comme un point clé de l'audit en raison de l'importance des hypothèses et jugements retenues par la direction pour la comptabilisation de ces actifs en particulier dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et à la pénurie de composants électroniques et compte tenu de leur montant significatif dans les comptes consolidés.</p>	<p>Nous avons analysé les hypothèses retenues par la direction pour la reconnaissance et l'estimation des actifs d'impôts différés et leur conformité avec la norme IAS 12.</p> <p>Nous avons, avec des experts en fiscalité intégrés dans l'équipe d'audit, analysé la probabilité que le groupe puisse utiliser dans le futur les déficits fiscaux reportables dont il dispose à ce jour, notamment au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ des impôts différés passifs qui existent dans la même juridiction fiscale et qui pourront être imputés sur ces déficits fiscaux reportables existants, avant leur expiration ; ▪ de la capacité des sociétés du groupe concernées à dégager des résultats taxables futurs permettant l'utilisation de ces pertes fiscales reportables. <p>Nous avons également examiné la cohérence des principales données et hypothèses sur lesquelles se fondent les prévisions de résultat fiscal, établies dans le contexte de crise liée au Covid-19 et à la pénurie de composants électroniques, avec les prévisions sous-tendant la comptabilisation et le caractère recouvrable des impôts différés actifs relatifs aux déficits fiscaux reportables.</p>

Nous avons enfin apprécié le caractère approprié des informations relatives aux actifs d'impôts différés présentées dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus **Error! Bookmark not defined.** dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Faurecia par votre assemblée générale du 28 mai 2019 pour le cabinet MAZARS et du 17 juin 1983 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2021, le cabinet MAZARS était dans la troisième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la trente-neuvième année (dont vingt-trois années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé).

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 21 février 2022

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG Audit

Anne-Laure Rousselou

Grégory Derouet

Jean-Roch Varon

Guillaume Brunet-
Moret

État du résultat global de la période

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	2021	2020 retraité *
CHIFFRE D'AFFAIRES	4	15 617,8	14 444,6
Coûts des biens et services vendus	5	(13 734,4)	(12 971,6)
Frais d'études, de recherche et développement	5	(330,9)	(341,7)
Frais généraux et commerciaux	5	(690,8)	(712,9)
MARGE OPÉRATIONNELLE (AVANT AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS)	4	861,7	418,4
Amortissement des actifs incorporels acquis	11	(92,6)	(91,7)
MARGE OPÉRATIONNELLE (APRÈS AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS)		769,1	326,7
Autres revenus opérationnels non courants	6	6,0	180,7
Autres charges opérationnelles non courantes	6	(244,5)	(457,2)
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie		32,0	20,9
Charges de financement	7	(239,3)	(202,7)
Autres revenus et charges financiers	7	(47,2)	(36,3)
RÉSULTAT DES ENTREPRISES CONTRÔLÉES AVANT IMPÔTS		276,1	(167,9)
Impôts	8	(138,8)	(122,3)
<i>dont Impôts différés</i>	8	95,0	57,6
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES CONTRÔLÉES		137,3	(290,2)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	13	(24,6)	(12,8)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		112,7	(303,0)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS NON POURSUIVIES	2.1	(96,5)	(18,5)
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ		16,2	(321,5)
Part du Groupe		(78,8)	(378,8)
Part des intérêts minoritaires des activités poursuivies	23	95,0	57,3
Part des intérêts minoritaires des activités non poursuivies		0,0	0,0
Résultat net par action <i>(en euros)</i>	9	(0,57)	(2,75)
Résultat net dilué par action <i>(en euros)</i>	9	(0,57)	(2,75)
Résultat net des activités poursuivies par action <i>(en euros)</i>	9	0,13	(2,62)
Résultat net des activités poursuivies dilué par action <i>(en euros)</i>	9	0,13	(2,62)
Résultat net des activités non poursuivies par action <i>(en euros)</i>	9	(0,70)	(0,13)
Résultat net des activités non poursuivies dilué par action <i>(en euros)</i>	9	(0,70)	(0,13)

* Cf. note I.C.

Autres éléments du résultat global de la période

(en millions d'euros)

	Notes	2021	2020 retraité *
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ		16,2	(321,5)
Éléments recyclables en compte de résultat des activités poursuivies		259,4	(333,3)
Réévaluation à la juste valeur des couvertures de flux futurs		3,9	(2,3)
<i>dont produits (charges) portés en capitaux propres</i>		10,9	(14,3)
<i>dont produits (charges) transférés en résultat de la période</i>		(7,0)	12,0
Écarts de change sur conversion des activités à l'étranger		256,6	(331,9)
Effets d'impôts		(1,1)	0,9
Éléments non recyclables en compte de résultat des activités poursuivies		45,1	(38,1)
Écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi	25	54,1	(47,3)
Effets d'impôts		(9,0)	9,2
Autres éléments du résultat global des activités non poursuivies		6,5	(6,0)
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		327,2	(698,9)
Part du Groupe		196,9	(736,9)
Part des intérêts minoritaires		130,3	38,0

* Cf. note 1.C.

Bilan consolidé

Actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	2021	2020
Écarts d'acquisition	10	2 236,2	2 195,9
Immobilisations incorporelles	11	2 800,4	2 668,0
Immobilisations corporelles	12A	2 802,4	2 813,3
Droits d'utilisation	12B	950,9	913,3
Titres mis en équivalence	13	150,8	177,4
Autres titres de participation	14	88,0	53,8
Autres actifs financiers non courants	15	98,0	104,7
Autres actifs non courants	16	122,3	70,5
Actifs d'impôts différés	8	540,6	475,4
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		9 789,6	9 472,3
Stocks et en-cours nets	17	1 657,6	1 431,3
Actifs sur contrats		273,5	248,0
Créances clients et comptes rattachés	18	3 468,1	3 237,1
Autres créances d'exploitation	19	473,6	363,4
Créances diverses	20	1 094,9	856,4
Autres actifs financiers courants	30	11,9	2,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21	4 905,7	3 091,4
TOTAL ACTIFS COURANTS		11 885,3	9 230,2
TOTAL ACTIF		21 674,9	18 702,5

Passif

(en millions d'euros)

	Notes	2021	2020
CAPITAUX PROPRES			
Capital	22	966,3	966,3
Primes d'émission, de fusion et d'apport		605,2	632,8
Titres d'autocontrôle		(4,0)	(19,1)
Réserves consolidées		1 974,7	2 449,2
Écarts de conversion		(34,3)	(254,7)
Résultat net		(78,8)	(378,8)
TOTAL CAPITAUX PROPRES PART GROUPE		3 429,1	3 395,7
Intérêts minoritaires	23	386,3	331,4
TOTAL CAPITAUX PROPRES		3 815,4	3 727,1
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS			
Provisions non courantes	25	447,3	515,3
Passifs financiers non courants	26	6 333,6	4 222,8
Dettes de loyers non courantes	26	833,1	794,0
Autres passifs non courants		5,6	1,9
Passifs d'impôts différés	8	44,1	82,0
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		7 663,7	5 616,0
TOTAL DES PASSIFS COURANTS			
Provisions courantes	24	288,4	315,4
Passifs financiers courants	26	1 018,8	1 023,1
Dettes de loyers courantes	26	198,8	182,2
Avances sur contrats clients		740,2	605,7
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27	6 693,2	6 016,4
Dettes fiscales et sociales	27	779,1	771,9
Dettes diverses	28	477,3	444,7
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		10 195,8	9 359,4
TOTAL PASSIF		21 674,9	18 702,5

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Notes	2021	2020 retraité *
I- OPÉRATIONS D'EXPLOITATION			
Marge opérationnelle (avant amortissements des actifs incorporels acquis)		861,7	418,4
Amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations	5.5	1 247,7	1 250,8
<i>Dont amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations en R&D</i>	5.5	487,5	518,4
<i>Dont autres amortissements</i>		760,2	732,4
Marge opérationnelle avant amortissements et provisions pour dépréciation		2 109,4	1 669,2
Provisions courantes et non courantes opérationnelles		(47,5)	11,0
(Plus)/Moins-value sur cession d'actifs opérationnels		(4,1)	2,0
Restructuring décaissé		(174,7)	(124,2)
Frais financiers décaissés nets des produits		(230,3)	(205,3)
Autres revenus et charges décaissés opérationnels non courants		(42,8)	(3,7)
Impôts décaissés		(242,6)	(196,2)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		13,5	7,3
Variation du besoin en fonds de roulement		53,0	(68,5)
Variation des stocks		(203,0)	(137,3)
<i>Dont augmentation de stocks de R&D</i>	5.4	(205,7)	(223,8)
<i>Dont diminution de stocks de R&D</i>		201,2	194,1
Variation des créances clients		(5,0)	(340,2)
Variation des dettes fournisseurs		397,3	463,2
Variation des autres créances et dettes d'exploitation		18,2	(56,9)
Variation des créances et dettes diverses (hors impôt)		(154,5)	2,7
Flux d'exploitation liés aux activités non poursuivies		(41,9)	14,3
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION		1 392,0	1 105,6
II- OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Investissements en immobilisations corporelles	12	(528,6)	(461,2)
Investissements en immobilisations incorporelles	11	(1,3)	(3,2)
Investissements en frais de développement	5.4 & 11	(669,7)	(612,9)
Acquisition/Cession de titres de participation et d'activités (nette de la trésorerie apportée)		(66,1)	(251,5)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles		33,0	37,8
Produit de cessions d'actifs financiers		0,0	0,0
Variation des créances et dettes sur investissements		37,3	(38,9)
Autres variations		(62,0)	(11,6)
Flux d'investissement liés aux activités non poursuivies		(24,1)	(21,2)
FLUX DE TRÉSORERIE SUR OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		(1 281,6)	(1 362,7)
EXCÉDENT/(BESOIN) DE FINANCEMENT (I)+(II)		110,4	(257,0)
III- OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation du capital de Faurecia (nette des frais) et des participations contrôlées		101,7	5,3
Dividendes versés aux actionnaires de la Société mère		(134,8)	0,0
Dividendes versés aux minoritaires des filiales contrôlées		(66,4)	(35,4)
Acquisition de titres d'autocontrôle		(127,5)	0,9
Émission d'emprunts et nouveaux passifs financiers		2 512,0	3 062,0
Remboursements d'emprunts et autres passifs financiers		(479,4)	(1 734,3)
Remboursements de dettes de loyers		(205,1)	(169,1)
Flux de financement liés aux activités non poursuivies		(2,6)	(4,0)
FLUX DE TRÉSORERIE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES		1 597,8	1 125,4
IV- AUTRES IMPACTS SUR LA TRÉSORERIE NETTE			
Effet des variations des cours de change		106,2	(96,3)
Flux nets de trésorerie liés aux activités non poursuivies		5,5	(5,5)
AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE		1 819,9	766,5
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE		3 085,9	2 319,4
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE		4 905,7	3 085,9

*Cf. note 1.C

Le flux net de trésorerie des activités poursuivies est de 304,6 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 13,0 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions ⁽¹⁾	Capital social	Primes d'émission, de fusion et d'apport	Titres d'auto-contrôle	Écarts d'évaluation					Intérêts minoritaires	Total
					Réserves consolidées et résultat net	Écarts de conversion	Couverture de flux futurs	Écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi	Capitaux propres part du Groupe		
Capitaux propres au 01/01/2020 avant répartition	138 035 801	966,3	632,8	(44,7)	2 637,9	54,2	0,8	(112,3)	4 135,0	326,8	4 461,8
Résultat net					(378,8)				(378,8)	57,3	(321,5)
Autres éléments du résultat global de la période						(312,2)	(1,4)	(44,5)	(358,1)	(19,3)	(377,4)
Résultat global de l'exercice					(378,8)	(312,2)	(1,4)	(44,5)	(736,9)	38,0	(698,9)
Augmentation de capital									0,0	2,2	2,2
Dividendes versés au titre de l'exercice 2019									0,0	(35,3)	(35,3)
Attribution d'actions gratuites					(8,9)				(8,9)		(8,9)
Opérations sur titres autodétenus				25,6						25,6	25,6
Variations de périmètre et autres					(23,1)	3,3		0,7	(19,1)	(0,3)	(19,4)
Capitaux propres au 31/12/2020 avant répartition	138 035 801	966,3	632,8	(19,1)	2 227,1	(254,7)	(0,6)	(156,1)	3 395,7	331,4	3 727,1
Retraitement décision IFRS IC IAS 19 ⁽²⁾					9,3				9,3		9,3
Capitaux propres au 01/01/2021 retraité avant répartition	138 035 801	966,3	632,8	(19,1)	2 236,4	(254,7)	(0,6)	(156,1)	3 405,0	331,4	3 736,4
Résultat net					(78,8)				(78,8)	95,0	16,2
Autres éléments du résultat global de la période						220,7	2,8	52,2	275,7	35,3	311,0
Résultat global de l'exercice					(78,8)	220,7	2,8	52,2	196,9	130,3	327,2
Augmentation de capital									0,0	2,4	2,4
Dividendes versés au titre de l'exercice 2020					(134,8)				(134,8)	(68,2)	(203,0)
Attribution d'actions gratuites					(9,7)				(9,7)		(9,7)
Opérations sur titres autodétenus				15,1						15,1	15,1
Variations de périmètre et autres			(27,6)		(16,4)	(0,3)		0,9	(43,4)	(9,6)	(53,0)
Capitaux propres au 31/12/2021 avant répartition	138 035 801	966,3	605,2	(4,0)	1 996,7	(34,3)	2,2	(103,0)	3 429,1	386,3	3 815,4

(1) Dont 84 171 actions propres au 31 décembre 2021 et 499 273 actions propres au 31 décembre 2020 – cf. note 9.

(2) Voir note 1A.

Annexe aux états financiers consolidés

Sommaire

NOTE 1	Principes comptables et événements de la période	NOTE 19	Autres créances d'exploitation
NOTE 2	Évolution du périmètre et événements récents	NOTE 20	Créances diverses
NOTE 3	Événements postérieurs à la clôture	NOTE 21	Trésorerie et équivalents de trésorerie
NOTE 4	Informations par secteur opérationnel	NOTE 22	Capitaux propres
NOTE 5	Analyse des coûts opérationnels	NOTE 23	Intérêts minoritaires
NOTE 6	Autres revenus et charges opérationnels non courants	NOTE 24	Provisions courantes et passifs éventuels
NOTE 7	Charges de financement et autres revenus et charges financiers	NOTE 25	Provisions non courantes et provisions pour retraite et charges assimilées
NOTE 8	Impôts sur les résultats	NOTE 26	Endettement financier net
NOTE 9	Résultat par action	NOTE 27	Dettes fournisseurs et comptes rattachés, dettes fiscales et sociales
NOTE 10	Écarts d'acquisition	NOTE 28	Dettes diverses
NOTE 11	Immobilisations incorporelles	NOTE 29	Instruments financiers
NOTE 12A	Immobilisations corporelles	NOTE 30	Couverture des risques de change et de taux d'intérêt
NOTE 12B	Droits d'utilisation	NOTE 31	Engagements donnés et passifs éventuels
NOTE 13	Titres mis en équivalence	NOTE 32	Parties liées
NOTE 14	Autres titres de participation	NOTE 33	Rémunérations des dirigeants
NOTE 15	Autres actifs financiers non courants	NOTE 34	Honoraires des commissaires aux comptes
NOTE 16	Autres actifs non courants	NOTE 35	Dividendes
NOTE 17	Stocks et en-cours		
NOTE 18	Créances clients et comptes rattachés		

Faurecia S.E. avec ses filiales (« Faurecia »), est l'un des leaders mondiaux de l'équipement automobile dans quatre activités clés : Seating, Interiors, Clean Mobility et Clarion Electronics.

Faurecia S.E. est une société européenne domiciliée au 23-27, avenue des Champs-Pierreux, 92000 Nanterre (Hauts de Seine), en France et est cotée sur le marché d'Euronext – Paris.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration en sa séance du 18 février 2022.

Les comptes ont été arrêtés suivant le principe de la continuité d'exploitation.

Note 1 Principes comptables et événements de la période

1.A Principes comptables

Les états financiers consolidés de Faurecia sont établis conformément au référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) publié par l'IASB, tel qu'adopté par l'Union Européenne et disponible sur le site internet de la Commission Européenne. Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS et les normes IAS (*International Accounting Standards*), ainsi que leurs interprétations IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*).

Les normes retenues pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2021 et des comptes comparatifs 2020 sont celles publiées au *Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE)* au 31 décembre 2021 et qui sont applicables obligatoirement. Les nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes publiées, qui sont d'application obligatoire à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2021, n'ont pas d'incidence significative sur les comptes annuels du Groupe. L'impact de la décision définitive de l'IFRS IC, intervenue en mai 2021, concernant l'attribution aux périodes de service des avantages relatifs à un régime à prestation définie (norme IAS 19), a été imputé dans la situation nette à l'ouverture de l'exercice 2021, sans retraitement de l'exercice comparatif, le montant n'étant pas significatif pour le Groupe (9,3 millions d'euros). L'analyse des incidences de la décision de l'IFRS IC sur les logiciels SaaS est en cours en vue d'une application de cette décision dès que possible, il n'est pas attendu d'impact significatif pour le Groupe.

Par ailleurs, Faurecia n'a pas appliqué par anticipation les normes, amendements et interprétations lorsque l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2021, qu'ils aient été adoptés ou non par l'Union Européenne.

Les méthodes comptables retenues ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés. Les principes comptables appliqués sont rappelés dans chacune des notes ci-après.

La préparation des états financiers, conformément au cadre conceptuel des IFRS, nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs, passifs, produits et charges comptabilisés dans les états financiers ainsi que pour l'évaluation des engagements donnés et passifs éventuels. Il s'agit notamment de l'évaluation des actifs incorporels et corporels, y compris les droits d'utilisation, des écarts d'acquisition, des engagements de retraite et des autres avantages accordés au personnel ainsi que des dettes de loyers et de la dépréciation des actifs d'impôts différés. Les estimations et hypothèses sont réalisées à partir de l'expérience passée et de divers autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances mais elles peuvent se révéler différentes de la réalité. Ces estimations sont révisées périodiquement. Par ailleurs, le Groupe est amené à exercer son jugement pour déterminer si les critères permettant d'identifier un actif ou un groupe d'actifs comme détenus en vue de la vente sont satisfaits au regard de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente ».

Le résultat des tests de sensibilité est donné en note 10 pour la valorisation des écarts d'acquisition et en note 25.2 pour les provisions pour retraites et charges assimilées. De même, les principales hypothèses retenues pour la valorisation des immobilisations incorporelles sont données en note 11 « Immobilisations incorporelles ».

1.B Principes de consolidation

Sont consolidées les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et détenues à 20 % au moins dont l'un des critères suivants est atteint : chiffre d'affaires annuel supérieur à 20 millions d'euros, total du bilan supérieur à 20 millions d'euros, endettement supérieur à 5 millions d'euros.

Les sociétés non consolidées prises individuellement ou dans leur ensemble, ne sont pas significatives.

Les filiales, dont le Groupe détient le contrôle, sont consolidées par intégration globale. Le contrôle est présumé lorsque le Groupe détient plus de 50 % des droits de vote ; il peut également résulter des dispositions d'accords d'actionnaires.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles cessent d'être consolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les autres sociétés, dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sans en avoir le contrôle, ce qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20 % et 50 % des droits de vote, sont consolidées par mise en équivalence. Il n'y a pas d'activités conjointes au sens de la norme IFRS 11 dans les sociétés consolidées par mise en équivalence.

Les états financiers du Groupe sont établis en euros. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en millions d'euros ; de façon générale, les valeurs présentées sont arrondies à l'unité la plus proche ; par conséquent, la somme des montants arrondis peut présenter un écart non significatif par rapport au total reporté. Par ailleurs, les ratios et écarts sont calculés à partir des montants sous-jacents et non à partir des montants arrondis.

Les filiales étrangères ont généralement pour monnaie de fonctionnement leur monnaie locale. Leurs comptes sont convertis en euros, aux taux en vigueur à la clôture pour le bilan et aux taux moyens pour le compte de résultat. L'écart de conversion qui en résulte est inscrit dans les capitaux propres.

Les bilans et les résultats nets des entités du Groupe actives dans les économies hyperinflationnistes sont retraités pour tenir compte des changements du pouvoir d'achat des monnaies locales en utilisant les indices officiels ayant cours à la date de clôture. Ils sont

ensuite convertis en euros au taux en vigueur à la clôture, sans retraitement des comparatifs conformément à IAS 21. Cela concerne pour 2020 et 2021 les filiales du Groupe en Argentine.

Certaines filiales, hors zone euro ou US dollar, qui réalisent l'essentiel de leurs transactions en euros ou en US dollar, sont toutefois susceptibles de reconnaître l'une de ces deux devises comme monnaie de fonctionnement.

Les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Les méthodes comptables des filiales et entreprises mises en équivalence ne présentent pas de divergences significatives avec celles du Groupe.

1.C Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés

IFRS 5 ACTIVITÉS NON POURSUIVIES

À la suite de la signature avec la société Adler le 18 février 2021 d'un protocole (*Memorandum of Understanding*) portant sur la cession de son activité Acoustic Soft Trim, les conditions pour une qualification d'activité non poursuivie au sens des IFRS, notamment le critère de ligne d'activité principale et distincte de cette activité et le caractère hautement probable de l'opération, ont été remplis.

À partir du 1^{er} février 2021, et en application de la norme IFRS 5, les actifs et passifs correspondants ont été isolés sur des lignes dédiées et ce, jusqu'au 31 octobre 2021, date de la cession de cette activité.

Du fait de la cession effective de l'activité au 31 octobre 2021, il n'y a pas au 31 décembre 2021 d'actifs présentés séparément des autres actifs ou groupe d'actifs, sur la ligne « Actifs destinés à être cédés » du bilan consolidé de même que pour les passifs du groupe d'actifs détenus en vue d'être cédés, présentés sur la ligne « Passifs liés aux actifs détenus en vue d'être cédés » du passif du bilan consolidé.

Le résultat des activités correspondantes a été isolé sur une ligne dédiée du compte de résultat pour l'ensemble de l'exercice 2021, et le compte de résultat de l'exercice comparatif a été retraité de la même manière. En outre les autres éléments du résultat global et les éléments du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités non poursuivies sont isolés sur des lignes dédiées pour l'ensemble de l'exercice 2021, et les états comparatifs ont été retraités de la même manière. Pour ces reclassements, les transactions inter-compagnies autres que celles liées aux redevances Groupe restent éliminées. Le classement des redevances Groupe pour lesquelles la cession d'Acoustic Soft Trim n'a pas d'impact a été maintenu en résultat opérationnel. Le résultat de la cession est également présenté au sein du résultat des activités non poursuivies.

Les retraitements des données publiées antérieurement pour l'année 2020 sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

État du résultat global retraité

Exercice 2020

<i>(en millions d'euros)</i>	Année 2020 publiée en février 2021	Impact IFRS 5	Année 2020 retraitée
CHIFFRE D'AFFAIRES	14 653,8	(209,2)	14 444,6
MARGE OPÉRATIONNELLE (AVANT AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS)	406,2	12,2	418,4
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES CONTRÔLÉES	(308,7)	18,5	(290,2)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	(321,5)	18,5	(303,0)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS NON POURSUIVIES	0,0	(18,5)	(18,5)
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	(321,5)	0,0	(321,5)
Part du Groupe	(378,8)	0,0	(378,8)
Part des intérêts minoritaires	57,3	0,0	57,3
Résultat net par action <i>(en euros)</i>	(2,75)	0,00	(2,75)
Résultat net dilué par action <i>(en euros)</i>	(2,75)	0,00	(2,75)
Résultat net des activités poursuivies par action <i>(en euros)</i>	(2,75)	0,13	(2,62)
Résultat net des activités poursuivies dilué par action <i>(en euros)</i>	(2,75)	0,13	(2,62)
Résultat net des activités non poursuivies par action <i>(en euros)</i>	0,00	(0,13)	(0,13)
Résultat net des activités non poursuivies dilué par action <i>(en euros)</i>	0,00	(0,13)	(0,13)

Tableau de flux de trésorerie consolidé retraité

Exercice 2020

<i>(en millions d'euros)</i>	Année 2020 publiée en février 2021	Impact IFRS 5	Année 2020 retraitée
I- OPÉRATIONS D'EXPLOITATION			
Marge opérationnelle avant amortissements et provisions pour dépréciation	1 678,8	(9,6)	1 669,2
Variation du besoin en fonds de roulement	(57,4)	(11,2)	(68,5)
Flux d'exploitation liés aux activités non poursuivies	0,0	14,3	14,3
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	1 105,7	0,0	1 105,7
II- OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Flux d'investissement liés aux activités non poursuivies	0,0	(21,2)	(21,2)
FLUX DE TRÉSORERIE SUR OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(1 362,7)	0,0	(1 362,7)
III- OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Flux de financement liés aux activités non poursuivies	0,0	(4,0)	(4,0)
FLUX DE TRÉSORERIE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	1 125,4	0,0	1 125,4
IV- AUTRES IMPACTS SUR LA TRÉSORERIE NETTE			
Effet des variations des cours de change	(96,3)	0,0	(96,3)
Flux nets de trésorerie liés aux activités non poursuivies	0,0	(5,5)	(5,5)
AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE	772,1	(5,5)	766,5
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 319,4	0,0	2 319,4
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	3 091,4	(5,5)	3 085,9

Note 2 Évolution du périmètre et événements récents

2.1 Cession de l'activité Acoustic Soft Trim

Le 31 octobre 2021, Faurecia a finalisé la cession au groupe Adler de son activité Acoustic Soft Trim, qui fabrique et commercialise des produits acoustiques et des garnitures d'insonorisation, avec huit usines et un centre de R&D, tous basés en Europe, au sein de l'activité Interiors, pour une valeur d'entreprise de 80 millions d'euros. Conformément au contrat de cession, le processus de détermination d'éventuels ajustements de prix sur la base des comptes Acoustic Soft Trim à la date de l'opération est en cours ; il n'est pas attendu d'impact significatif pour le Groupe. Au 31 décembre 2021, la moins-value de cession nette d'impôt a été comptabilisée en « Résultat des activités non poursuivies ».

MOINS-VALUE DE CESSION DE L'ACTIVITÉ ACOUSTIC SOFT TRIM

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 10, la plus ou moins-value de cession sur la vente de l'activité Acoustic Soft Trim a été calculée par différence entre :

- le prix global de cession, net des écarts d'acquisition et de tous les coûts afférents à l'opération et de l'estimation des passifs liés ;
- et l'actif net de l'activité, tel que reconnu dans les états financiers consolidés à la date du 31 octobre 2021.

ACTIVITÉS NON POURSUIVIES

En conformité avec la norme IFRS 5, le « Résultat net des activités non poursuivies » présenté en compte de résultat consolidé qui s'élève à (96,5) millions d'euros inclut les opérations de l'activité Acoustic Soft Trim du 1^{er} février 2021 au 31 octobre 2021 et la moins-value de cession nette d'impôts relative à cette activité et des charges incrémentales directement liées à la cession.

2.2 Autres évolutions du périmètre en 2021

Dans le périmètre Clean Mobility, en Chine la société Kaishi Faurecia Aftertreatment Control Technologies Co., Ltd a été acquise à 35 % en mars 2021 et est consolidée par mise en équivalence et la société Faurecia CLD Safety Technology (Shenyang) Co., Ltd a été acquise en mai 2021 à 65 % et est consolidée par intégration globale. La société Hongtai Faurecia Composite (Wuhan) Co. Ltd, consolidée par mise en équivalence et détenue à 50 %, a été cédée en juin 2021. En Indonésie, la société PT Faurecia Clean Mobility Indonesia a été créée et est consolidée par intégration globale depuis septembre 2021. Elle est détenue à 100 %. En octobre 2021, Faurecia a acquis le solde des titres de la société Faurecia Metalloprodukcja Holding, préalablement détenue à 70 % et consolidée par intégration globale et la société a été renommée Faurecia Exhaust Russia Holding.

Dans le périmètre Clarion Electronics, en Suède, la société Faurecia Créo, détenue à 78,5 % est maintenant détenue à 100 % ; elle est consolidée par intégration globale. En Malaisie, la société Crystal Precision Sdn, Bhd, précédemment détenue à 86,25 % et consolidée par intégration globale, était détenue à 30 % en juin 2021 et consolidée par mise en équivalence sur le premier semestre 2021, a été cédée progressivement entre juillet et décembre 2021.

Au sein du périmètre Seating, la société Faurecia (Shanghai) Automotive Component Co. Ltd, a été créée en février 2021, elle est consolidée par intégration globale.

La société Faurecia Ré a été acquise à 100 % au Luxembourg en mai 2021, elle est consolidée par intégration globale et destinée à gérer les activités d'assurance du Groupe.

2.3 Rappel des modifications du périmètre intervenues en 2020

SAS a été acquis le 30 janvier 2020 et intégré au segment Interiors. SAS était jusqu'alors détenu à 50 % et consolidé par mise en équivalence.

Dans le périmètre Clean Mobility, la société Ullit a été acquise à 100 % en janvier 2020 et est consolidée par intégration globale.

Dans le périmètre Clarion Electronics, au Canada, la société Irystec Software Inc. a été acquise à 100 % en avril 2020, elle est consolidée par intégration globale. La société Faurecia Aptuide Automotive a été créée en octobre 2019 au Portugal, elle est détenue à 50 % et consolidée par mise en équivalence depuis le 1^{er} janvier 2020. En Chine, la société Changchun Faurecia Xuyang Display Technology Co., Ltd, détenue à 55 %, est consolidée par intégration globale depuis juillet 2020.

Au sein du périmètre Seating, la société Beijing BAIC Faurecia Automotive Systems Co., Ltd, acquise à 50 % en novembre 2020, est consolidée par mise en équivalence.

2.4 Événements récents

COVID-19

Contrairement à l'exercice précédent, l'activité de l'exercice 2021 n'a pas été impactée de façon significative par la crise sanitaire liée au Covid-19.

PÉNURIE DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

La pénurie de composants électroniques a significativement impacté l'industrie automobile sur l'ensemble de l'année 2021. L'impact a été plus important sur le second semestre 2021 qu'au premier semestre, qui avait été néanmoins déjà impacté par des intempéries au Texas et l'incendie d'une usine d'un fournisseur majeur de composants électroniques au Japon. La production automobile mondiale en 2021 a été de 73,4 millions de véhicules, en augmentation de seulement 3,8 % par rapport à l'année précédente. La situation difficile du second semestre 2021, avec un point très bas au troisième trimestre (seulement 15,8 millions de véhicules produits durant le trimestre, en baisse de 19 % par rapport au troisième trimestre 2020), a fortement perturbé l'activité de nos clients, durant cette période, générant une forte volatilité, encore jamais atteinte, des programmes de production des constructeurs et par conséquent de nombreux et erratiques arrêts et reprises de production pour Faurecia. La volatilité des programmes de production des constructeurs, après un pic en septembre et octobre 2021, a commencé à se normaliser à partir de novembre 2021.

La pénurie de composants électroniques devrait perdurer au moins durant le premier semestre 2022 mais la situation devrait se normaliser graduellement à partir du second semestre 2022 et revenir à la normale en 2023.

FUSION PEUGEOT S.A. ET FCA POUR CRÉER LE GROUPE STELLANTIS

Dans le cadre de la fusion de Peugeot S.A. et FCA :

- le 4 janvier 2021, les AGE de Peugeot S.A. et FCA ont approuvé la fusion des deux groupes pour former le groupe Stellantis ;
- le 12 janvier 2021, conformément aux engagements pris par Peugeot S.A. et FCA, les actions Faurecia détenues par Peugeot S.A. ont été converties au porteur (suivie d'une reconversion au nominatif) entraînant la perte des droits de vote double qui leur étaient rattachés jusqu'alors, et les trois administrateurs représentant Peugeot S.A. au Conseil d'administration de Faurecia ont démissionné de leur mandat à compter de cette date ;
- le 8 mars 2021, les actionnaires de Stellantis, réunis en assemblée générale extraordinaire, ont approuvé notamment la distribution d'un maximum de 54 297 006 actions ordinaires de Faurecia (représentant 39,3 % du capital de Faurecia) sur la base de 0,017029 action ordinaire de Faurecia pour chaque action ordinaire de Stellantis ; cette distribution est devenue effective le 15 mars 2021.

Cette distribution a augmenté le flottant de Faurecia qui est maintenant à plus de 90%, améliorant significativement son profil sur les marchés de capitaux et lui permettant d'affirmer sa stratégie en tant qu'entreprise indépendante.

ACQUISITION DE HELLA

Le 14 août 2021, Faurecia a annoncé la signature d'accords portant sur l'acquisition d'un bloc de contrôle de 60 % des actions auprès du pool familial contrôlant et le lancement d'une offre publique d'achat portant sur les 40 % restant des actions d'HELLA, groupe coté à la Bourse de Francfort, au prix de 60 euros par action HELLA, correspondant à une valeur de 6,7 milliards d'euros pour la totalité des actions. Les actionnaires d'HELLA ont apporté 19,5 % des actions HELLA à l'offre publique d'achat lancée le 27 septembre 2021 par Faurecia et clôturée le 11 novembre 2021.

À la suite de l'autorisation par les autorités compétentes en matière de contrôle des concentrations et d'investissements étrangers, Faurecia a finalisé le 31 janvier 2022 l'acquisition de 79,5 % de HELLA, comprenant 60 % acquis auprès de la famille détentrice, rémunéré à hauteur de 8,95 % par émission d'actions nouvelles Faurecia, et 19,5 % par l'offre publique d'achat mentionnée ci-dessus. Faurecia a aussi acquis des actions sur le marché jusqu'au 31 janvier 2022, représentant 1,09 % des actions HELLA. Faurecia détient donc 80,6 % des actions HELLA à cette date.

Le rapprochement de Faurecia et de HELLA donnera naissance au 7^e équipementier automobile mondial, qui se concentrera sur quatre domaines de croissance, parfaitement alignés avec les grandes tendances de l'industrie :

- la Mobilité Électrique (incluant les solutions hydrogène) ;
- les Systèmes Avancés d'Assistance au Conducteur (ADAS) et la Conduite Autonome ;
- le Cockpit du Futur ;
- la valorisation du cycle de vie des produits (*Lifecycle Value Management*).

Le nouveau Groupe deviendra un acteur technologique majeur comprenant six activités, dont cinq d'entre elles – Électronique, Éclairage, Sièges, Intérieur, Mobilité Durable – dépasseront chacune 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires. L'activité *Lifecycle Solutions* nouvellement créée se développera rapidement pour atteindre une position de leader.

Note 3 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est survenu depuis la clôture de l'exercice autre que les événements décrits en 2.4.

Note 4 Informations par secteur opérationnel

Le Groupe est organisé en quatre unités opérationnelles basées sur la nature des produits et des services rendus :

- Seating (développement et production de sièges complets, d'armatures et de mécanismes de sièges) ;
- Interiors (développement et production de planches de bord et de cockpits complets, de modules et panneaux de porte) ;
- Clean Mobility (développement et production de systèmes d'échappement, de solutions pour les véhicules électriques à piles à combustible et de réduction des émissions pour les véhicules commerciaux) ;
- Clarion Electronics (développement et production de technologies d'affichage, de systèmes d'assistance au conducteur et d'électronique du cockpit).

Le Groupe gère ces unités opérationnelles de manière autonome pour le suivi de leur performance et l'allocation des ressources. Les indicateurs utilisés pour mesurer la performance des secteurs, et notamment la marge opérationnelle (avant amortissement des actifs incorporels acquis), sont réconciliés ci-dessous avec les états financiers consolidés. La dette financière, les autres revenus et charges, le résultat financier et l'impôt sont suivis au niveau du Groupe et ne sont pas alloués aux secteurs. L'activité Acoustic Soft Trim, précédemment intégrée au secteur Interiors est traitée en activité non poursuivie (cf. note 1C). Une revue de la durée d'utilité des immobilisations corporelles a été effectuée au regard des changements climatiques et de leurs conséquences réglementaires telles que connues à la date de clôture, plus particulièrement pour le secteur opérationnel Clean Mobility, et n'a pas permis d'identifier d'impacts significatifs pour le Groupe.

4.1 Principes comptables

Les ventes de pièces sont reconnues au moment du transfert du contrôle inhérent à la propriété des modules ou des pièces produits, c'est-à-dire généralement lors de l'expédition.

Les ventes d'outillages aux clients sont généralement reconnues lors du transfert du contrôle de ces outillages au client, habituellement peu avant le démarrage de la production. Les coûts de développement sont généralement considérés comme des coûts de préproduction capitalisables, et dans ce cas ne donnent pas lieu à la constatation d'un chiffre d'affaires distinct du chiffre d'affaires produits, sauf cas spécifique en fonction du contrat avec le client.

Faurecia a la qualité d'agent sur les ventes de monolithes et de certains composants de cockpit, qui sont donc comptabilisées sur une base nette au compte de résultat.

Le Groupe utilise la marge opérationnelle (avant amortissement des actifs incorporels acquis) comme principal indicateur de performance. Elle correspond au résultat des sociétés contrôlées avant prise en compte :

- des amortissements d'actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises (contrats clients...) ;
- des autres revenus et charges opérationnels non courants, correspondant à des éléments inhabituels, non récurrents et significatifs, qui comprennent les coûts de rationalisation des structures et départs anticipés, l'effet des événements exceptionnels tels que l'arrêt définitif d'une activité, la fermeture d'un site industriel, les cessions d'immeubles hors exploitation, la constatation de pertes et de reprises de valeurs d'actifs incorporels ou corporels et d'autres pertes inhabituelles et significatives ;
- des produits sur prêts, titres de placement et trésorerie ;
- des charges de financement, qui comprennent les charges d'intérêt sur les dettes de loyers ;
- des autres revenus et charges financiers qui comprennent l'effet de l'actualisation des engagements de retraite et du rendement des fonds affectés à la couverture de ceux-ci, l'inefficacité des couvertures de change et de taux ainsi que les variations de valeurs des instruments de change et de taux pour lesquels les relations de couverture ne remplissent pas les critères de la norme IFRS 9, les résultats sur cession de titres de filiales ;
- des impôts.

4.2 Chiffres significatifs par secteur opérationnel

Exercice 2021

<i>(en millions d'euros)</i>	Seating	Interiors	Clean Mobility	Clarion Electronics	Autres	Total
CHIFFRE D'AFFAIRES	6 091,2	4 706,3	4 101,4	842,0	124,5	15 865,5
Élimination inter-activités	(42,5)	(65,7)	(10,5)	(4,4)	(124,5)	(247,7)
Chiffre d'affaires consolidé	6 048,7	4 640,6	4 090,8	837,6	0,0	15 617,8
Marge opérationnelle (avant amortissement des actifs incorporels acquis)	284,8	189,9	388,7	(1,7)	0,0	861,7
Amortissement des actifs incorporels acquis						(92,6)
Marge opérationnelle (après amortissement des actifs incorporels acquis)						769,1
Autres revenus opérationnels non courants						6,0
Autres charges opérationnelles non courantes						(244,5)
Frais financiers nets						(207,3)
Autres revenus et charges financiers						(47,2)
Impôts sur les sociétés						(138,8)
Part du résultat dans les MEE						(24,6)
Résultat net des activités poursuivies						112,7
Résultat net des activités non poursuivies						(96,5)
RÉSULTAT NET						16,2
Actifs sectoriels	4 508,8	4 282,5	4 887,3	1 599,2	313,4	15 590,9
Immobilisations corporelles nettes	837,2	839,7	935,0	138,6	52,1	2 802,4
Droits d'utilisation	242,2	346,5	234,2	48,0	80,0	950,9
Autres actifs sectoriels	3 429,3	3 096,2	3 718,1	1 412,6	181,3	11 837,6
Participation dans les MEE						150,8
Titres de participation						88,0
Actifs financiers CT et LT						5 093,0
Actifs d'impôts (courants et différés)						752,0
ACTIF TOTAL						21 674,9
Passifs sectoriels	2 392,9	2 633,0	3 633,5	513,4	248,1	9 420,6
Dettes financières						7 352,4
Dettes de loyers						1 031,9
Passifs d'impôts (courants et différés)						54,4
Capitaux propres et intérêts minoritaires						3 815,4
PASSIF TOTAL						21 674,9
Investissements corporels	173,4	178,3	143,1	20,4	13,5	528,6
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(140,7)	(175,5)	(160,4)	(19,4)	(6,9)	(502,9)
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(66,5)	(73,8)	(47,4)	(13,2)	(14,3)	(215,3)
Dépréciation des immobilisations corporelles	(3,6)	(26,0)	(5,1)	(2,9)	0,0	(37,6)
Effectifs	44 131	36 792	20 954	6 042	3 221	111 140

Exercice 2020 retraité

<i>(en millions d'euros)</i>	Seating	Interiors retraité	Clean Mobility	Clarion Electronics	Autres	Total retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	5 599,3	4 427,9	3 832,2	737,0	108,4	14 704,8
Élimination inter-activités	(39,8)	(92,6)	(8,9)	(10,5)	(108,4)	(260,2)
Chiffre d'affaires consolidé	5 559,5	4 335,2	3 823,4	726,5	0,0	14 444,6
Marge opérationnelle (avant amortissement des actifs incorporels acquis)	189,8	33,0	200,5	(5,0)	0,0	418,4
Amortissement des actifs incorporels acquis						(91,7)
Marge opérationnelle (après amortissement des actifs incorporels acquis)						326,7
Autres revenus opérationnels non courants						180,7
Autres charges opérationnelles non courantes						(457,2)
Frais financiers nets						(181,8)
Autres revenus et charges financiers						(36,3)
Impôts sur les sociétés						(122,3)
Part du résultat dans les MEE						(12,8)
Résultat net des activités poursuivies						(303,0)
Résultat net des activités non poursuivies						(18,5)
RÉSULTAT NET						(321,5)
Actifs sectoriels	4 054,7	4 326,4	4 543,4	1 424,4	208,0	14 557,0
Immobilisations corporelles nettes	778,4	923,5	911,7	144,0	55,7	2 813,3
Droits d'utilisation	214,2	350,8	208,3	55,4	84,5	913,3
Autres actifs sectoriels	3 062,2	3 052,1	3 423,4	1 225,0	67,7	10 830,4
Participation dans les MEE						177,4
Titres de participation						53,8
Actifs financiers CT et LT						3 252,8
Actifs d'impôts (courants et différés)						661,5
ACTIF TOTAL						18 702,5
Passifs sectoriels	2 143,9	2 612,4	3 281,6	431,2	185,9	8 654,9
Dettes financières						5 245,9
Dettes de loyers						976,2
Passifs d'impôts (courants et différés)						98,4
Capitaux propres et intérêts minoritaires						3 727,1
PASSIF TOTAL						18 702,5
Investissements corporels	137,3	142,1	141,3	18,6	21,4	460,7
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(133,7)	(172,4)	(158,2)	(24,6)	(6,8)	(495,7)
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(57,9)	(71,5)	(45,7)	(13,1)	(13,2)	(201,4)
Dépréciation des immobilisations corporelles	(6,9)	(19,8)	(4,8)	(0,4)	0,0	(31,9)
Effectifs	42 515	38 270	22 256	5 797	2 896	111 734

4.3 Chiffre d'affaires par secteur opérationnel

Le chiffre d'affaires par secteur opérationnel se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	2021		2020 retraité	
	Chiffre d'affaires consolidé	%	Chiffre d'affaires consolidé	%
Seating	6 048,7	39	5 559,5	39
Interiors	4 640,6	30	4 335,2	30
Clean Mobility	4 090,9	26	3 823,4	26
Clarion Electronics	837,6	5	726,5	5
TOTAL	15 617,8	100	14 444,6	100

4.4 Chiffre d'affaires par client significatif

Le chiffre d'affaires * se décompose par client de la façon suivante :

(en millions d'euros)	2021		2020 retraité	
	Chiffre d'affaires consolidé	%	Chiffre d'affaires consolidé	%
Stellantis	2 503,3	16	2 319,8	16
Groupe VW	2 493,0	16	2 417,0	16
Groupe Ford	1 504,4	10	1 701,8	12
Renault-Nissan	1 192,8	8	1 260,7	9
GM	677,2	4	722,3	5
Important constructeur américain de véhicules électriques	603,3	4	371,8	3
Daimler	539,8	3	433,4	3
Autres	6 103,9	39	5 217,8	36
TOTAL	15 617,8	100	14 444,6	100

* La répartition du chiffre d'affaires facturé peut différer de celle du chiffre d'affaires par client final lorsque les produits sont cédés à des assembleurs intermédiaires.

4.5 Chiffres significatifs par zone géographique

Le chiffre d'affaires est ventilé par zone de destination ; les autres postes sont présentés par zone d'implantation des sociétés concernées.

2021

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Allemagne	Autres pays d'Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie	Autres pays	Total
Chiffre d'affaires consolidé	1 498,8	1 077,2	4 420,1	3 724,6	543,4	4 166,5	187,1	15 617,8
Immobilisations corporelles nettes	352,8	121,8	840,1	700,5	78,4	683,6	25,2	2 802,4
Droits d'utilisation	191,0	46,2	244,7	306,1	3,8	153,3	5,9	950,9
Investissements corporels	88,6	28,4	154,5	119,5	13,3	116,0	8,3	528,6
Effectifs au 31 décembre	10 513	5 261	36 690	21 592	4 842	30 907	1 335	111 140

2020 retraité

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Allemagne	Autres pays d'Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie	Autres pays	Total
Chiffre d'affaires consolidé retraité	1 444,2	962,9	4 355,4	3 631,5	398,2	3 528,1	124,3	14 444,6
Immobilisations corporelles nettes	375,7	116,1	903,0	677,6	78,6	641,1	21,1	2 813,3
Droits d'utilisation	168,7	45,4	266,9	265,1	8,9	152,0	6,4	913,3
Investissements corporels retraité	100,2	21,8	126,2	124,1	11,3	74,0	3,7	461,2
Effectifs au 31 décembre retraité	11 010	5 805	39 739	20 935	4 846	28 154	1 245	111 734

Note 5 Analyse des coûts opérationnels

5.1 Répartition des coûts opérationnels par destination

<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020 retraité
Coûts des biens et services vendus	(13 734,4)	(12 971,6)
Frais d'études, de recherche et de développement	(330,9)	(341,7)
Frais généraux et commerciaux	(690,8)	(712,9)
TOTAL	(14 756,1)	(14 026,2)

5.2 Répartition des coûts opérationnels par nature

<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020 retraité
Achats consommés	(9 185,2)	(8 363,0)
Charges externes	(1 682,3)	(1 700,2)
Charges de personnel	(3 523,1)	(3 402,2)
Impôts et taxes	(51,3)	(53,8)
Autres produits et charges	894,8	750,9
Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations	(1 247,9)	(1 250,8)
Dotations et reprises aux autres comptes de provisions	38,9	(7,1)
TOTAL	(14 756,1)	(14 026,2)

5.3 Frais de personnel

<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020 retraité
Salaires et appointements *	(2 778,6)	(2 711,2)
Charges salariales	(744,5)	(690,9)
TOTAL	(3 523,1)	(3 402,2)
* Dont coûts d'intérimaires.	(274,7)	(239,1)

Le détail des charges liées aux plans d'attribution d'actions gratuites est donné en note 22.2, celui des charges de retraite en note 25.

5.4 Frais d'études, de recherche et développement

<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020 retraité
Frais d'études, de recherche et de développement bruts	(1 218,9)	(1 178,1)
Dotations/reprise sur pertes de valeur des actifs en cours de développement	12,6	0,0
Développements capitalisés	875,4	836,4
<i>Dont capitalisation en stock</i>	205,7	223,5
<i>Dont capitalisation en immobilisations incorporelles</i>	669,7	612,9
TOTAL	(330,9)	(341,7)

Les coûts de développement sont généralement capitalisés en immobilisations incorporelles car ils sont considérés comme des coûts de préproduction pour les pièces série, et ensuite amortis en fonction des quantités de pièces livrées au client, sur une durée maximale de cinq ans hors circonstances particulières. Pour certains contrats spécifiques où ces travaux constituent une obligation de performance séparée au sens d'IFRS 15, les coûts encourus répondent à la définition d'en-cours de production et sont

capitalisés en stocks. Ces stocks sont ensuite comptabilisés en charges (coût des ventes) quand le chiffre d'affaires correspondant est reconnu.

Les coûts de développement reconnus en coût des ventes (sortie de stocks et amortissements des immobilisations incorporelles correspondantes) sont de 701,0 millions d'euros au 31 décembre 2021, à comparer à 695,4 millions d'euros au 31 décembre 2020.

5.5 Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations

<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020 retraité
Dotations aux amortissements des frais de développement	(507,0)	(503,1)
Variation des provisions pour dépréciation des frais de développement	19,5	(15,3)
Dotations aux amortissements des autres immobilisations incorporelles	(42,6)	(36,0)
Dotations aux amortissements et variation des provisions des outillages spécifiques	(10,7)	(8,8)
Dotations aux amortissements et variation des provisions des autres immobilisations corporelles	(491,8)	(486,2)
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(215,3)	(201,4)
TOTAL	(1 247,9)	(1 250,8)

Ce poste n'inclut pas les dotations et reprises de provisions d'éléments non courants.

Note 6 Autres revenus et charges opérationnels non courants

Les autres revenus et charges opérationnels non courants s'analysent comme suit :

AUTRES REVENUS OPÉRATIONNELS NON COURANTS

(en millions d'euros)	2021	2020 retraité
Reprise de provisions pour dépréciation d'actifs	0,0	0,2
Résultat sur cessions d'éléments d'actif	5,8	1,8
Autres ⁽¹⁾	0,2	178,7
TOTAL	6,0	180,7

(1) Dont gain sur la réévaluation de la quote-part de SAS antérieurement détenue pour 178 millions d'euros au 31 décembre 2020.

AUTRES CHARGES OPÉRATIONNELLES NON COURANTES

(en millions d'euros)	2021	2020 retraité
Autres provisions pour dépréciation d'actifs ⁽²⁾	0,0	(16,7)
Frais de rationalisation des structures ⁽¹⁾	(196,3)	(285,5)
Provision pour dépréciation des écarts d'acquisition ⁽²⁾	0,0	(150,0)
Résultat sur cessions d'éléments d'actif	0,0	0,0
Autres ⁽³⁾	(48,2)	(5,0)
TOTAL	(244,5)	(457,2)

(1) Au 31 décembre 2021, ce poste comprend des coûts de restructuration pour 137,6 millions d'euros et des dotations aux provisions pour dépréciation d'actifs pour 58,7 millions d'euros contre 222,9 millions d'euros et 62,6 millions d'euros au 31 décembre 2020.

(2) Dont 150,0 millions d'euros de dépréciation du goodwill de Clarion Electronics au 31 décembre 2020, et 16,1 millions de dépréciation d'actifs incorporels pour Clarion Electronics au 31 décembre 2020.

(3) Dont 25,6 millions d'euros en 2021 de coûts liés à l'acquisition de HELLA.

RESTRUCTURATIONS

Les frais de rationalisation des structures (196,3 millions d'euros) comprennent les indemnités de licenciement ou de transfert de site pour 4 159 personnes.

Note 7 Charges de financement et autres revenus et charges financiers

7.1 Charges de financement

(en millions d'euros)	2021	2020 retraité
Frais financiers	(193,8)	(155,3)
Charges de financement sur dettes de loyer	(45,5)	(47,4)
TOTAL	(239,3)	(202,7)

7.2 Charges de financement et autres revenus et charges financiers

(en millions d'euros)	2021	2020 retraité
Effets de l'actualisation sur les engagements de retraite	(4,5)	(5,5)
Variation de la part inefficace des couvertures de change	0,2	(0,3)
Variation de la valeur des instruments de couverture de change de la dette	0,6	2,6
Écart de change sur les dettes financières	(1,9)	(10,3)
Impact de l'hyperinflation (Argentine)	(11,5)	(5,4)
Autres * (1)	(30,1)	(17,4)
TOTAL	(47,2)	(36,3)

* Ce poste comprend les amortissements de frais d'émission des dettes long terme et les commissions sur non-utilisation du crédit syndiqué.
(1) Dont 11,4 millions d'euros en 2021 de charges financières liées à l'acquisition de HELLA.

Note 8 Impôts sur les résultats

Les écarts temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs donnent lieu à la comptabilisation d'impôts différés calculés selon la méthode du report variable. Ces écarts proviennent principalement des écritures de retraitements des comptes des filiales ainsi que des déficits fiscaux reportables.

Les impôts différés sont évalués en tenant compte de l'évolution connue des taux d'impôt et des réglementations fiscales adoptées à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur, qui permettra d'imputer les différences temporaires ou les déficits reportables, est probable à court ou moyen terme, sur la base des prévisions du Groupe.

Des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales, entreprises associées et coentreprises sauf si le Groupe est en mesure de contrôler la date à laquelle les différences temporelles s'inverseront et s'il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

En application d'IFRIC 23, les provisions pour risque au titre de l'impôt sur les sociétés sont comptabilisées en impôts au compte de résultat et en dettes d'impôt courant au bilan (note 28).

Les impôts sur les résultats peuvent être analysés comme suit :

(en millions d'euros)	2021	2020 retraité
Impôts courants		
■ Impôts courants sur les bénéfices	(233,8)	(179,9)
Impôts différés		
■ Impôts différés de la période	95,0	57,6
TOTAL	(138,8)	(122,3)

8.1 Analyse de la charge d'impôts

La réconciliation entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt effective est la suivante :

(en millions d'euros)	2021	2020 retraité
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	276,1	(167,9)
Impôt théorique (28,41 % en 2021 vs 32,02 % en 2020)	(78,4)	53,8
Effet des changements de taux sur les impôts différés au bilan	(0,2)	(30,1)
Effet des différences de taux à l'étranger *	26,6	9,6
Crédits d'impôts	2,5	3,0
Variation d'impôts différés non reconnus	(91,4)	(144,6)
Différences permanentes et autres **	2,2	(14,0)
Impôt comptabilisé	(138,8)	(122,3)

* L'effet des différences de taux provient principalement des entités chinoises

** Essentiellement lié aux retenues à la source

8.2 Évolution des postes d'impôts au bilan

(en millions d'euros)	2021	2020
Impôts courants		
■ Actif	211,5	186,1
■ Passif	(84,4)	(74,2)
	127,1	111,9
Impôts différés		
■ Actif *	540,6	475,4
■ Passif	(44,1)	(82,0)
	496,5	393,4
* Dont actif sur déficits.	157,0	152,4

Le Groupe considère comme probable le recouvrement du solde net d'impôts différés au 31 décembre 2021, soit 496,5 millions d'euros.

La variation des impôts différés au bilan s'explique comme suit :

(en millions d'euros)	2021	2020
Montant net à l'ouverture de l'exercice	393,4	429,7
■ Impôts différés constatés en résultat de la période	95,0	57,8
■ Impôts différés enregistrés directement en capitaux propres *	(9,0)	9,6
■ Effets de la variation des cours de change et autres mouvements	27,2	(46,9)
■ Effets des variations de périmètre	(10,1)	(56,9)
Montant net à la clôture de l'exercice	496,5	393,4

* Essentiellement relatifs aux pertes et gains actuariels comptabilisés en capitaux propres.

8.3 Actifs et passifs d'impôts différés par nature

<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020
Déficits reportables	157,0	152,4
Immobilisations incorporelles	(245,6)	(328,5)
Autres immobilisations et actifs long terme	68,2	59,7
Engagements de retraite et assimilés	85,2	97,5
Autres provisions	8,2	15,0
Stocks	199,0	193,5
Autres actifs et passifs circulants	224,5	203,7
TOTAL DES IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS	496,5	393,4
<i>dont impôts différés actifs</i>	540,6	475,4
<i>dont impôts différés passifs</i>	(44,1)	(82,0)

8.4 Actifs d'impôts différés sur pertes non reconnus

Les échéances d'impôts différés non reconnus se détaillent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020
N+1	5,6	15,1
N+2	13,2	7,3
N+3	12,7	11,7
N+4	24,5	14,1
N+5 et au-delà	127,5	108,3
Illimité	450,9	417,8
TOTAL	634,4	574,3

Ces actifs d'impôts différés sur pertes non reconnus concernent principalement la France.

Note 9 Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en faisant le rapport entre le résultat net de l'exercice (part du Groupe) et le nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions propres d'autocontrôle. Il est ajusté des effets de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives (options de souscription d'actions, actions gratuites, obligations convertibles) pour déterminer le résultat net dilué par action.

	2021	2020
Nombre d'actions en circulation en fin de période ⁽¹⁾	138 035 801	138 035 801
Ajustements :		
■ actions propres	(84 171)	(499 273)
■ effet des augmentations de capital pondérées prorata temporis	0	0
Nombre moyen pondéré avant dilution	137 951 630	137 536 528
Effet pondéré des instruments dilutifs		
■ attribution d'actions gratuites	0	440 567
■ obligations convertibles	0	0
Nombre moyen pondéré après dilution	137 951 630	137 977 095

(1) L'évolution du nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2021 s'analyse comme suit :

Au 31/12/2020 : Nombre d'actions Faurecia en circulation	138 035 801
Variation du nombre d'actions	0
Au 31/12/2021 : Nombre d'actions Faurecia en circulation	138 035 801

L'effet dilutif conduisant au chiffre ci-dessus est calculé par la méthode du rachat d'actions (*treasury stock method*).

Pour les options sur action, la méthode consiste à comparer le nombre d'actions qui auraient été émises si les options avaient été exercées au nombre d'actions qui auraient pu être acquises à la juste valeur.

L'effet dilutif éventuel des actions gratuites a été pris en compte en considérant le nombre d'actions restant à attribuer pour les plans dont la réalisation des conditions de performance a déjà été constatée par le Conseil d'administration.

Résultat net par action

Il s'établit comme suit :

	2021	2020 retraité
Résultat net (en millions d'euros)	(78,8)	(378,8)
Non dilué €/action	(0,57)	(2,75)
Après dilution €/action	(0,57)	(2,75)
Résultat net des activités poursuivies (en millions d'euros)	17,7	(360,3)
Non dilué €/action	0,13	(2,62)
Après dilution €/action	0,13	(2,62)
Résultat net des activités non poursuivies (en millions d'euros)	(96,5)	(18,5)
Non dilué €/action	(0,70)	(0,13)
Après dilution €/action	(0,70)	(0,13)

Note 10 Écarts d'acquisition

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, le coût d'acquisition est affecté aux actifs et passifs identifiables de l'entité acquise sur la base de leur juste valeur déterminée à la date d'acquisition.

Lorsque la somme du coût d'acquisition et du montant des participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise est supérieure à la juste valeur des actifs réévalués, nets des passifs, l'écart est inscrit en écart d'acquisition. Conformément à IAS 36, les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'un amortissement mais d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de dépréciation et au moins une fois par an. Pour la réalisation de ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés entre les unités génératrices de trésorerie qui correspondent à des ensembles homogènes générant des flux de trésorerie indépendants.

Concernant les écarts d'acquisition, les groupes d'unités génératrices de trésorerie ont été définis au niveau du secteur opérationnel avant regroupement comme suit :

- Seating ;
- Interiors ;
- Clean Mobility ;
- Clarion Electronics.

La valeur comptable des actifs et passifs ainsi regroupés est comparée au montant le plus élevé entre leur valeur d'utilité, égale à la somme actualisée des flux nets futurs de trésorerie attendus, et leur valeur de marché nette des coûts de cession.

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur nette
Valeur nette au 1^{er} janvier 2020	2 657,1	(510,7)	2 146,4
Acquisitions	235,3	0,0	235,3
Dotation pour dépréciation	0,0	(150,0)	(150,0)
Écarts de conversion et autres mouvements	(36,0)	0,2	(35,8)
Valeur nette au 31 décembre 2020	2 856,4	(660,5)	2 195,9
Acquisitions	28,4	0,0	28,4
Dotation pour dépréciation	0,0	(0,0)	(0,0)
Écarts de conversion et autres mouvements	11,9	0,0	11,9
Valeur nette au 31 décembre 2021	2 896,7	(660,5)	2 236,2

Ventilation de la valeur nette des écarts d'acquisition par activité :

<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020
Seating	851,8	850,3
Interiors	506,0	504,7
Clean Mobility	475,4	444,6
Clarion Electronics	403,0	396,3
TOTAL	2 236,2	2 195,9

Unités génératrices de trésorerie et tests de dépréciation

Des tests de dépréciation sont réalisés dès qu'un indice de dépréciation apparaît. Ces tests consistent à comparer la valeur comptable des actifs, ou groupe d'actifs testés, au montant le plus élevé de leur valeur de marché et de leur valeur d'utilité, laquelle est égale à la somme actualisée des flux nets futurs de trésorerie attendus de l'actif ou du groupe d'actifs.

Les actifs sont regroupés en groupes d'actifs afin de constituer des ensembles homogènes, dénommés unités génératrices de trésorerie – UGT –, capables de générer des flux de trésorerie indépendants.

Un test est effectué au niveau de l'ensemble des immobilisations incorporelles (coûts d'études) et corporelles affectables à un contrat client. Le test consiste alors à comparer la valeur nette comptable de ces actifs ainsi regroupés à la valeur actualisée des flux nets futurs de trésorerie attendus sur le contrat.

Les immobilisations affectées aux contrats sont dépréciées lorsque leur valeur nette comptable est supérieure à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus. Les pertes à terminaison identifiées sur contrats onéreux font ensuite l'objet d'une provision en application d'IAS 37.

En cas d'indice de perte de valeur, un test est également réalisé au niveau des actifs non dédiés et de support regroupés principalement par groupe de produits et par zone géographique.

Les entrées de trésorerie générées par les actifs rattachés à ces UGT sont largement interdépendantes en raison de la forte interpénétration des flux industriels, de l'optimisation de l'utilisation des capacités, ainsi que de la centralisation des activités de recherche et développement.

Les actifs industriels dont la fermeture est planifiée font également l'objet de tests d'impairment indépendants.

Dans le cadre des tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des groupes d'UGT, les flux futurs de trésorerie utilisés sont issus des prévisions du Groupe pour la période 2022-2024 qui ont été établies au second semestre de l'année 2021, sur la base d'hypothèses de volumes du marché automobile mondial de 78,7 millions de véhicules en 2022, 88,7 millions de véhicules en 2023 et 92 millions de véhicules en 2024, elles-mêmes issues de sources externes. Les effets des engagements du Groupe en matière de neutralité carbone et les conséquences des politiques publiques liées au réchauffement climatique font également partie, pour autant qu'ils soient mesurables, des hypothèses utilisées pour ces prévisions. Pour tenir compte du plan de développement de Clarion Electronics à la suite de l'acquisition de Clarion en 2019, ayant pour priorités d'accélérer la croissance sur quatre lignes de produits et un plan agressif de coûts compétitifs, les flux futurs de trésorerie utilisés pour cette activité sont issus de prévisions détaillées sur la période 2022-2026.

La principale hypothèse affectant la valeur d'utilité est le niveau de marge opérationnelle retenu dans les flux futurs de trésorerie, et principalement dans la valeur terminale. La marge pour l'année 2024 est de l'ordre de 8 % des ventes pour le Groupe.

L'extrapolation des prévisions de la dernière année (2024), projetée à l'infini, est déterminée en appliquant un taux de croissance apprécié en fonction des prévisions d'évolution du marché automobile. Un taux de croissance de 1,4 % a été retenu pour la réalisation du test à fin 2021 (1,4 % retenu pour l'exercice 2020), à l'exception de Clarion Electronics pour lequel un taux de 2 % a été retenu (2 % retenus pour l'exercice 2020).

Un expert indépendant a été consulté pour déterminer le coût moyen pondéré du capital à utiliser pour actualiser les flux de trésorerie futurs. Le calcul établi par l'expert indépendant a pris en compte, pour la détermination des paramètres de marché, un échantillon de sociétés du secteur des équipementiers automobiles. Compte tenu de ces paramètres et d'une prime de risque de marché établie à 8 % en moyenne, le coût moyen du capital utilisé comme taux pour actualiser les flux futurs a été fixé à 9,3 % (sur la base d'une fourchette proposée par l'expert indépendant) en 2021 (9,5 % en 2020). Ce taux unique a été appliqué pour la réalisation des tests de dépréciation sur l'ensemble des groupes d'UGT retenus. Ces dernières supportent en effet les mêmes risques spécifiques du secteur de l'équipement automobile et une exploitation multi-pays ne justifie pas de taux d'actualisation différenciés par zone géographique, à l'exception de l'activité Clarion Electronics, pour laquelle un taux de 8,3 % a été retenu pour tenir compte d'une exposition pays différente (8,75 % en 2020).

Le test réalisé au 31 décembre 2021 a permis de confirmer la valeur au bilan des écarts d'acquisition.

La sensibilité du test aux variations des hypothèses retenues pour la détermination fin 2021 de la valeur d'utilité des regroupements d'UGT portant les écarts d'acquisition est reflétée dans le tableau ci-dessous :

Sensibilité <i>(en millions d'euros)</i>	Marge du test (valeur d'utilité - valeur nette comptable)	Taux d'actualisation des flux de trésorerie + 0,5 pt	Taux de croissance à l'infini - 0,5 pt	Taux de marge opérationnelle de la valeur terminale - 0,5 pt	Combinaison des trois facteurs précédents
Seating	3 504	(378)	(341)	(349)	(983)
Interiors	1 852	(252)	(227)	(236)	(658)
Clean Mobility	3 121	(297)	(267)	(190)	(699)
Clarion Electronics	151	(125)	(105)	(105)	(303)

Note 11 Immobilisations incorporelles

A. Coûts d'études et de développement

Conformément à la norme IAS 38, les coûts d'études engagés pour fabriquer et livrer des modules dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client et considérés comme des coûts de préproduction pour les pièces série, sont inscrits à l'actif du bilan en immobilisations incorporelles, dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

- son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet à son terme ;
- que les recettes attendues du contrat avec le client sont probables et peuvent être estimées de façon raisonnable ;
- que les coûts à terminaison des contrats peuvent être estimés de façon fiable.

Ces coûts immobilisés sont amortis au rythme des quantités de pièces livrées au client, avec une durée maximale de cinq ans sauf cas particuliers.

Les frais de recherche ainsi que les coûts des études ne remplissant pas les conditions présentées ci-dessus sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

B. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les coûts de développement ou d'acquisition des logiciels informatiques à usage interne, amortis linéairement sur une durée comprise entre un et trois ans, ainsi que de brevets et licences. Elles comprennent également les actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises (contrats clients...) ; ces actifs sont amortis sur la durée des contrats considérés.

Les valeurs des immobilisations incorporelles comprennent :

(en millions d'euros)	Coûts de développement	Logiciels et autres	Actifs incorporels acquis	Total
MONTANT NET AU 1^{ER} JANVIER 2020	2 053,7	75,3	422,0	2 550,9
Augmentations	624,3	3,2	0,0	627,5
Dotation aux amortissements	(509,4)	(36,0)	(91,7)	(637,1)
Dotation aux provisions	(15,3)	0,0	0,0	(15,3)
Écart de change et autres	(93,6)	31,7	203,8	141,9
MONTANT NET AU 31 DÉCEMBRE 2020	2 059,7	74,2	534,1	2 668,0
Augmentations	671,7	5,6	0,0	677,3
Dotation aux amortissements	(507,0)	(42,6)	(92,6)	(642,2)
Dotation aux provisions	19,5	0,0	0,0	19,5
Écart de change et autres	24,5	29,0	24,2	77,8
MONTANT NET AU 31 DÉCEMBRE 2021	2 268,4	66,2	465,8	2 800,4

La valeur comptable des frais de développement affectables à un contrat client ainsi que des outillages spécifiques correspondants est comparée à la valeur actualisée des flux nets futurs de trésorerie, attendus sur le contrat, en prenant la meilleure estimation possible des ventes futures. Les volumes pris en compte dans les *Business Plans* Faurecia sont les meilleures estimations du marketing Faurecia, sur la base des prévisions des constructeurs lorsqu'elles sont disponibles.

Note 12A Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production pour celles produites par l'entreprise, diminué des amortissements.

Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges, à l'exception de ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilisation d'un bien qui sont immobilisés.

Les coûts d'emprunt sont inclus dans le coût des immobilisations pour les actifs éligibles en application de la norme IAS 23 révisée pour les actifs constitués à partir de l'exercice 2009. Ils ne sont pas significatifs sur la période.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilité prévue :

Constructions	20 ans à 30 ans
Agencements et installations *	10 ans à 20 ans
Matériel, outillage et mobilier	3 ans à 10 ans

* Pour les bâtiments loués, les agencements sont amortis sur la même durée que le droit d'utilisation correspondant.

Les subventions d'investissements sont enregistrées en diminution des actifs qu'elles ont contribué à financer.

(en millions d'euros)	Terrains	Constructions	Matériels, outillages industriels, installations	Outillages spécifiques	Autres immobili- sations et immobili- sations en cours	Total
MONTANT NET AU 1^{ER} JANVIER 2020	110,8	432,3	1 823,1	31,4	599,9	2 997,4
Acquisitions et productions d'immobilisations	0,0	1,1	48,9	6,4	418,7	475,1
Sorties d'actifs	(4,7)	(62,6)	(168,0)	(3,3)	(24,6)	(263,2)
Dotation aux amortissements	(0,3)	(52,2)	(392,1)	(8,9)	(53,6)	(507,0)
Perte de valeur	(0,2)	(2,3)	(26,3)	0,0	(3,1)	(31,9)
Reprises d'amortissements sur sorties d'actifs	1,0	37,1	151,4	3,3	26,1	219,0
Écarts de change	(3,4)	(19,7)	(94,4)	(0,1)	(23,5)	(141,1)
Variations de périmètre & autres mouvements	1,2	51,4	400,2	(0,5)	(387,3)	65,0
MONTANT NET AU 31 DÉCEMBRE 2020	104,3	385,1	1 742,9	28,5	552,6	2 813,3
Acquisitions et productions d'immobilisations	0,0	1,4	43,9	7,1	476,2	528,6
Sorties d'actifs	(6,8)	(44,7)	(196,5)	(27,5)	(36,7)	(312,1)
Dotation aux amortissements et provisions pour dépréciation	(0,5)	(49,6)	(392,5)	(10,7)	(49,6)	(502,9)
Perte de valeur	(0,6)	(5,2)	(30,7)	0,0	(1,2)	(37,6)
Reprises d'amortissements sur sorties d'actifs	1,7	39,8	190,8	27,5	34,3	294,1
Écarts de change	1,2	13,0	76,6	0,1	12,5	103,4
Variations de périmètre & autres mouvements	(1,8)	32,7	297,0	(0,3)	(411,8)	(84,3)
MONTANT NET AU 31 DÉCEMBRE 2021	97,5	372,5	1 731,5	24,5	576,4	2 802,4

(en millions d'euros)	2021			2020	
	Brut	Amortissements	Net	Brut	Net
Terrains	106,1	(8,6)	97,5	113,8	104,3
Constructions	1 076,5	(704,0)	372,5	1 096,6	385,1
Matériel, outillage industriel et installations techniques	5 007,6	(3 276,1)	1 731,5	4 847,1	1 742,9
Outillages spécifiques	122,4	(97,8)	24,5	156,5	28,5
Autres immobilisations et immobilisations en cours	962,6	(386,2)	576,4	931,6	552,6
TOTAL	7 275,2	(4 472,7)	2 802,4	7 145,6	2 813,3

Les immobilisations corporelles sont souvent dédiées à des programmes clients.

Note 12B Droits d'utilisation

Les contrats de location sont comptabilisés au bilan, avec constatation d'un actif (représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat) et d'une dette (au titre de l'obligation de paiement futur des loyers), en appliquant les principes suivants :

- exemption des contrats dont la durée est inférieure à 12 mois ou dont la valeur à neuf est inférieure à 5 000 euros (maintien d'une comptabilisation des paiements de loyers correspondants en charges sur la durée des contrats) ;
- la durée de location pour un contrat correspond à sa période non résiliable sauf si le Groupe est raisonnablement certain d'exercer les options de renouvellement ou de résiliation prévues contractuellement ;
- dans la mesure où le taux implicite du contrat n'est pas aisément déterminable, le taux d'actualisation appliqué est le taux marginal d'emprunt correspondant à la durée résiduelle du contrat, déterminé suivant le preneur et la durée concernés ;
- à leur date de prise d'effet (date de mise à disposition de l'actif loué par le bailleur), les contrats de location tels que définis par la norme IFRS 16 « Contrats de location » sont inscrits :
 - en immobilisation à l'actif (droit d'utilisation) pour le montant de la dette de loyers, augmentée des paiements d'avance faits au bailleur, des coûts directs initiaux encourus, ainsi que d'une estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état du bien loué qui seraient supportés par Faurecia selon les termes du contrat, le cas échéant, et
 - en dette financière pour le montant des loyers sur la durée de location telle que déterminée ci-dessus, actualisés au taux tel que décrit ci-dessus,
 - ces droits d'utilisation sont amortis linéairement, soit sur la durée du contrat de location, soit par exception sur leur durée d'utilité si celle-ci est inférieure à la durée de location ou si le contrat transfère au preneur la propriété de l'actif ou s'il existe une option d'achat dont l'exercice par Faurecia est raisonnablement certain,
 - les flux de trésorerie liés aux opérations de cessions-bails sont présentés dans les flux de trésorerie sur opérations d'investissement.

<i>(en millions d'euros)</i>	Terrains	Constructions	Matériels et Installations	Autres	Total
MONTANT NET AU 1^{ER} JANVIER 2020	0,2	711,3	77,0	88,5	877,0
Nouveaux contrats	0,0	142,1	16,9	40,8	199,8
Dotation aux amortissements	0,0	(144,8)	(18,6)	(42,1)	(205,5)
Perte de valeur	0,0	(1,1)	0,0	0,0	(1,1)
Variations de périmètre & autres mouvements	0,0	54,1	(2,2)	(8,7)	43,1
MONTANT NET AU 31 DÉCEMBRE 2020	0,2	761,5	73,1	78,5	913,3
Nouveaux contrats	0,1	123,6	31,8	41,8	197,2
Dotation aux amortissements	0,0	(152,5)	(22,4)	(40,4)	(215,2)
Perte de valeur	0,0	(1,7)	0,0	(0,1)	(1,8)
Variations de périmètre & autres mouvements	0,0	68,1	(4,3)	(6,3)	57,4
MONTANT NET AU 31 DÉCEMBRE 2021	0,3	799,0	78,2	73,5	950,9

Note 13 Titres mis en équivalence

Les titres mis en équivalence sont :

Au 31 décembre 2021

(en millions d'euros)	% du capital détenu *	Quote-part Faurecia des capitaux propres **	Dividendes distribués au Groupe	Quote-part Faurecia du chiffre d'affaires	Quote-part Faurecia des actifs totaux
Beijing BAIC Faurecia Automotive Systems Co., Ltd	50 %	25,4	0,0	22,3	44,5
FAURECIA (LIUZHOU) Emissions Control Technologies Co., Ltd	50 %	8,0	0,0	15,5	34,4
FAURECIA-NHK Co., Ltd	50 %	0,0	0,0	145,6	31,4
TEKNIK MALZEME Ticaret V° Sanayi A. S	50 %	0,0	0,0	15,1	9,9
SYMBIO	50 %	44,8	0,0	6,8	117,1
Total Network Manufacturing LLC	49 %	0,5	0,0	94,5	26,9
DETROIT MANUFACTURING SYSTEMS, LLC	49 %	0,0	(0,3)	401,0	100,0
Autres	-	72,1	(14,0)	360,5	213,0
TOTAL	-	150,8	(14,3)	1 061,4	577,1

* Pourcentage de contrôle par la société détentrice des titres.

** La quote-part de situation nette de certaines sociétés étant négative, elle apparaît au passif en provision pour risques et charges.

Il n'y a pas d'activités conjointes au sens de la norme IFRS 11 dans les sociétés consolidées par mise en équivalence.

Variation des titres mis en équivalence

(en millions d'euros)	2021	2020
Quote-part des capitaux propres à l'ouverture	177,4	240,3
Dividendes	(14,3)	(7,3)
Quote-part de résultat	(24,6)	(12,8)
Variation du périmètre	2,0	(47,2)
Augmentation de capital	2,3	7,5
Écarts de change	8,0	(3,1)
Quote-part des capitaux propres à la clôture	150,8	177,4

Note 14 Autres titres de participation

Les titres de participation représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées. Ces titres font l'objet de tests de dépréciation en fonction des critères d'analyse financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque société, le cas échéant une perte de valeur est constatée. Les critères généralement retenus sont la quote-part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

(en millions d'euros)	% du capital dé tenu	2021		2020
		Brut	Net	Net
Changchun Xuyang Industrial Group	18,8	13,5	13,5	12,1
TactoTek Oy	9,0	6,6	6,6	6,6
Guardknox Cyber Technologies Ltd	7,0	5,4	5,4	5,4
Canatu Oy	8,0	7,0	7,0	7,0
Autres		67,2	55,6	22,7
TOTAL		99,6	88,0	53,8

Note 15 Autres actifs financiers non courants

Les prêts et autres actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur et ultérieurement au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

Des provisions sont constituées lorsqu'il existe un risque de non-recouvrement, le montant de la provision est déterminé contrepartie par contrepartie.

(en millions d'euros)	2021			2020
	Brut	Provisions	Net	Net
Prêts aux sociétés consolidées par mise en équivalence et aux sociétés non consolidées	77,9	(5,0)	72,8	35,7
Autres prêts	26,1	(2,4)	23,7	38,0
Autres	3,2	(1,8)	1,5	31,0
TOTAL	107,2	(9,2)	98,0	104,7

Note 16 Autres actifs non courants

Ce poste comprend :

(en millions d'euros)	2021	2020
Excédent versé sur retraites	39,6	24,0
Dépôts de garantie et autres	82,7	46,5
TOTAL	122,3	70,5

Note 17 Stocks et en-cours

Les stocks de matières ou fournitures sont valorisés au prix de revient d'achat déterminé selon la méthode « premier entré, premier sorti ».

Les stocks de produits finis et intermédiaires et les travaux en-cours sont valorisés à leur prix de revient de production déterminé également selon la méthode « premier entré, premier sorti ». Le prix de revient tient compte du coût des matières et fournitures mises en œuvre, des frais directs de production et des frais indirects d'atelier et d'usine, à l'exclusion des frais généraux ne contribuant pas à la production et des coûts d'emprunts.

Les travaux en-cours incluent les coûts engagés pour la réalisation ou l'acquisition d'outillages spécifiques pour produire des pièces ou des modules et qui sont vendus aux clients, pour lesquels le contrôle est transféré aux clients, habituellement peu avant le démarrage de la production, et des coûts de développement qui sont vendus aux clients et répondant à la définition d'en-cours de production lorsque le contrat permet de considérer que ces développements constituent une obligation de performance séparée en application d'IFRS 15. Ces coûts sont reconnus en charges (coût des ventes) de la période au moment où le chiffre d'affaires est reconnu, i.e. au moment du transfert de contrôle de ces travaux de développement au client.

Les stocks de produits pour lesquels le Groupe est agent sont présentés en actifs sur contrats et non en stocks.

Des provisions sont constituées lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix de revient ainsi que pour les pièces à rotation lente.

<i>(en millions d'euros)</i>	2021			2020
	Brut	Dépréciations	Net	Net
Matières premières et autres approvisionnements	765,0	(127,0)	638,0	484,7
Études, outillages et prototypes	621,7	(16,6)	605,1	569,8
Travaux en cours de production	7,8	0,0	7,8	7,6
Produits semi-ouvrés et finis	522,2	(115,5)	406,7	369,2
TOTAL	1 916,7	(259,1)	1 657,6	1 431,3

Note 18 Créances clients et comptes rattachés

Des contrats de cession de créances commerciales conclus principalement en France, en Allemagne, aux États-Unis et pour d'autres filiales du Groupe permettent de céder à un ensemble d'institutions financières une partie des créances clients de certaines filiales avec un transfert de la quasi-totalité des risques et avantages attachés à l'en-cours cédé.

Le montant des créances cédées dont l'échéance est postérieure au 31 décembre 2021, pour lesquelles la quasi-totalité des risques et avantages a été transférée et qui ne figurent donc plus à l'actif du bilan, ainsi que la ressource de financement correspondante sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020
Ressource de financement	1 083,6	1 011,0
Réserve de garantie inscrite en diminution des dettes financières	(14,8)	(38,8)
Trésorerie reçue en contrepartie des cessions de créances	1 068,8	972,2
Créances cédées et sorties de l'actif	(1 068,8)	(972,2)

La part des créances dépréciées sur une base individuelle est indiquée ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020
Total créances brutes	3 491,1	3 267,8
Provision pour dépréciation de créances	(23,0)	(30,7)
TOTAL	3 468,1	3 237,1

Les retards de paiement, compte tenu de la qualité des clients, ne constituent pas un risque significatif. Ils résultent généralement de problèmes administratifs.

Les retards de paiement au 31 décembre 2021 représentaient 111,0 millions d'euros, dont :

- 49,2 millions d'euros de moins d'un mois ;
- 17,8 millions d'euros entre un mois et deux mois ;
- 8,5 millions d'euros entre deux mois et trois mois ;
- 14,5 millions d'euros entre trois et six mois ;
- 21,0 millions d'euros de plus de six mois.

Note 19 Autres créances d'exploitation

<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020
Avances et acomptes versés sur commandes	182,6	104,7
Instruments dérivés de change opérationnels	5,2	10,2
Autres débiteurs ⁽¹⁾	285,8	248,5
TOTAL	473,6	363,4

(1) Dont créances de TVA et d'autres taxes.

278,5

241,9

Note 20 Créances diverses

<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020
Partie à moins d'un an des prêts	46,5	1,9
Charges constatées d'avance	733,5	619,8
Impôts courants	211,5	186,1
Autres débiteurs divers	103,4	48,6
TOTAL	1 094,9	856,4

En 2021, les créances de Crédit d'Impôt Recherche (CIR) ont été cédées pour un montant de 57,2 millions d'euros à comparer à un montant de 56,3 millions d'euros en 2020.

Note 21 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ce poste inclut les soldes débiteurs de banque pour 2 196,4 millions d'euros (contre 2 248,8 millions d'euros au 31 décembre 2020) et des placements à court terme pour 2 709,3 millions d'euros après dépréciation de 0,7 millions d'euros (contre 842,6 millions d'euros au 31 décembre 2020), soit un total de 4 905,7 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Ces éléments incluent les soldes des comptes bancaires débiteurs et des comptes courants, les valeurs mobilières de placement tels que des fonds monétaires et des fonds monétaires à court terme, des dépôts et des valeurs mobilières à très court terme sans risque qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme. Les équivalents de trésorerie sont des investissements destinés à couvrir des engagements de trésorerie à court terme et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur.

Tous ces composants sont évalués à leur juste valeur et les variations sont comptabilisées en résultat.

Note 22 Capitaux propres

22.1 Capital

Le capital au 31 décembre 2021 est de 966 250 607 euros divisé en 138 035 801 actions de 7 euros chacune, entièrement libérées.

Le capital du Groupe n'est soumis à aucune contrainte externe. Un droit de vote double est attribué à toutes les actions pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom d'un même actionnaire.

À la suite des opérations liées à la fusion de Peugeot S.A. et FCA (cf. note 2.4), aucun actionnaire n'est en situation de contrôle de la Société au 31 décembre 2021.

La variation du capital sur la période s'analyse comme suit :

	Nombre d'actions	Capital <i>(en millions d'euros)</i>
Montant au 1^{er} janvier 2021	138 035 801	966,3
Exercice d'options de souscription d'actions	-	-
Montant au 31 décembre 2021	138 035 801	966,3

PLAN D'ACTIONNARIAT SALARIÉ : FAUR'ESO

En mars 2021, le Groupe a lancé un plan d'actionnariat salarié non-dilutif à la suite de l'opération de distribution des actions Faurecia détenues par Stellantis, dénommé Faur'ESO. Les actions sont souscrites par les bénéficiaires soit en direct, soit par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement d'entreprise, selon le pays de résidence. Les souscripteurs à l'offre devront conserver les actions ou les parts pendant cinq ans, sauf survenance d'un cas de déblocage anticipé autorisé.

Le prix de souscription a été fixé le 22 juin 2021 à 36,15 euros et correspond au prix de référence de 45,18 euros (moyenne de cours pondéré par les volumes de l'action Faurecia sur le marché Euronext Paris sur 20 jours de Bourse du 25 mai au 21 juin), décoté de 20 %. Un total de 2 756 942 actions a été souscrit, correspondant au nombre maximum d'actions offertes ; Plus de 22 % des salariés à travers 15 pays ont exprimé leur souhait d'investir dans Faur'ESO 2021, marquant ainsi un large succès pour une première opération. Le règlement-livraison des actions a eu lieu le 28 juillet 2021. Faur'ESO étant un plan non dilutif, les 2 756 942 actions acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions réalisé du 17 mars (inclus) au 29 avril (inclus) ont été annulées pour neutraliser la dilution. L'écart entre le coût d'acquisition et la valeur d'émission de ces titres a été imputé en prime d'émission.

Une charge de 1,8 million d'euros liée à la juste valeur de la décote offerte aux salariés a été reconnue dans le compte de résultat. Cette juste valeur inclut la valeur de la décote diminuée de la mesure de l'incessibilité de l'action pour le participant et à laquelle s'ajoute la mesure du gain d'opportunité.

22.2 Paiements fondés sur des actions

ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES

La Société a initié en 2010 une politique d'attribution d'actions gratuites au profit des cadres exerçant des fonctions de direction dans les sociétés du Groupe. Ces attributions sont soumises à une condition de présence et à des conditions de performance.

La Société a mis en place en 2021 un plan unique d'attribution d'actions de performance à long terme (*Executive Super Performance Initiative-ESPI*) pour les membres du comité exécutif du Groupe. La durée d'acquisition est de cinq ans, sans période de conservation et le versement maximum est plafonné à 300 % de la rémunération annuelle fixe. L'attribution de ces actions est soumise à une condition de présence et à une condition de performance, *Total Shareholder Return - TSR*, par rapport à un groupe de référence.

Ces actions gratuites sont évaluées à leur juste valeur, correspondant au prix de marché de l'action à la date d'attribution, diminuée de la perte de dividende attendue sur la période et d'un coût d'incessibilité relatif à la période de blocage de l'action. Pour le plan ESPI, la juste valeur des actions intègre également une hypothèse de réalisation des conditions de performance externe figée en date d'octroi. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement sur la période d'acquisition des droits avec une contrepartie directe en capitaux propres.

Le montant net enregistré sur l'exercice au titre de l'ensemble de ces plans est une charge de 3,9 millions d'euros contre 15,8 millions d'euros en 2020.

Le détail des plans d'attribution au 31 décembre 2021 est donné par le tableau suivant :

Autorisations de l'assemblée	Dates des Conseils	Nombre maximum d'actions gratuites attribuables * en cas :		Condition de performance	Prix de marché à la date d'attribution (en euros)	Ajustements		Date d'acquisition	Date de cession (à partir de)
		d'atteinte de l'objectif	de dépassement de l'objectif			Taux de dividendes	Décote d'incés-sibilité		
28/05/2019	09/10/2019	722 220	939 470	atteinte en 2021 du niveau de résultat après impôt prévu au plan stratégique lors de l'attribution, d'un niveau de croissance du revenu net par action de Faurecia par rapport à un groupe de référence et d'un pourcentage de mixité hommes et femmes au sein de la population cadre	39,20	2,50 %	NA	09/10/2023	09/10/2023
26/06/2020	22/10/2020	909 540	1 183 050	atteinte en 2022 du niveau de résultat après impôt prévu au plan stratégique lors de l'attribution, d'un niveau de croissance du revenu net par action de Faurecia par rapport à un groupe de référence et d'un pourcentage de mixité hommes et femmes au sein de la population cadre	38,68	2,90 %	NA	22/10/2024	22/10/2024
31/05/2021	25/10/2021	1 060 900	1 379 060	atteinte en 2023 du niveau de résultat après impôt prévu au plan stratégique lors de l'attribution, d'un niveau de croissance du revenu net par action de Faurecia par rapport à un groupe de référence et d'un pourcentage de mixité hommes et femmes au sein de la population cadre	42,33	3,60 %	NA	25/10/2025	25/10/2025
31/05/2021	23/07/2021	673 549	673 549	plan ESPI : atteinte d'un niveau de performance relative de l'action Faurecia (« TSR ») par rapport à un groupe de référence mesuré sur une base annuelle. Pour le Directeur général, atteinte d'un niveau de performance relative de l'action Faurecia (« TSR ») par rapport à un groupe de référence mesuré en moyenne sur 5 ans (2021/2026).	39,57	3,60 %	NA	23/07/2026	23/07/2026

* Net des actions gratuites attribuables radiées.

Les conditions de performance du plan attribué par le Conseil du 20 juillet 2017 ayant été atteintes, les titres correspondants, soit 418 876, ont été définitivement attribués en juillet 2021. Les conditions de performance du plan attribué par le Conseil du 19 juillet 2018 n'ont pas été atteintes.

22.3 Titres d'autocontrôle

Au 31 décembre 2021, Faurecia détient 84 171 de ses propres actions.

Le prix de revient global des actions d'autocontrôle détenues au 31 décembre 2021 est de 4 millions d'euros, soit un prix moyen par action de 46,95 euros.

Note 23 Intérêts minoritaires

Ce poste enregistre la part dans les capitaux propres des sociétés consolidées revenant aux actionnaires minoritaires de ces sociétés.

Ils ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	2021	2020
Montant à l'ouverture de l'exercice	331,4	326,8
Augmentations de capital souscrites par des minoritaires	2,4	2,2
Autres variations de périmètre	(9,6)	(0,3)
Résultat de l'exercice revenant aux minoritaires	95,0	57,3
Dividendes attribués aux minoritaires	(68,2)	(35,3)
Écarts de conversion	35,3	(19,3)
Montant à la clôture de l'exercice	386,3	331,4

Les intérêts minoritaires, pris individuellement, ne sont pas considérés comme significatifs par rapport à la situation nette totale du Groupe.

Note 24 Provisions courantes et passifs éventuels

24.1 Provisions courantes

Une provision est enregistrée dès qu'une décision de rationalisation des structures a été prise par la direction générale du Groupe et annoncée aux personnels concernés ou à leurs représentants, le cas échéant.

(en millions d'euros)	2021	2020
Restructurations	163,8	180,9
Risques sur contrats et garanties clients	53,7	78,3
Litiges	35,8	26,2
Autres provisions	35,1	30,0
TOTAL	288,4	315,4

Au cours de l'exercice 2021, ces provisions ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	Solde au 1 ^{er} janvier 2021	Dotations	Dépenses imputées	Reprises *	Sous total mouvements	Variation de périmètre et autres mouvements	Solde au 31 décembre 2021
Restructurations	180,9	168,5	(190,2)	0,0	(21,7)	4,6	163,8
Risques sur contrats et garanties clients	78,3	22,4	(52,3)	(0,3)	(30,2)	5,6	53,7
Litiges	26,2	19,9	(9,3)	(2,7)	7,9	1,7	35,8
Autres provisions	30,0	3,2	(4,8)	(0,7)	(2,3)	7,4	35,1
TOTAL	315,4	214,0	(256,6)	(3,7)	(46,3)	19,2	288,4

* Provisions devenues sans objet.

24.2 Passifs éventuels

LITIGES

En 2014 et 2017, la Commission Européenne, le *Department of Justice* des États-Unis d'Amérique, les autorités de la concurrence d'Afrique du Sud et du Brésil, ont initié des enquêtes auprès de certains fournisseurs de systèmes de contrôle des émissions sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles dans ce segment. Faurecia était une des entreprises visées par ces enquêtes, qui ont toutes été clôturées, certaines donnant lieu à un accord pour des montants non matériels.

Toutes les actions de groupe en lien avec ces procédures (États-Unis et Canada) ont fait l'objet d'accords pour des montants non matériels, qui ont tous été validés par les tribunaux.

Il n'existe pas d'autres litiges ou procédures dont le dénouement pourrait avoir des conséquences significatives sur la situation consolidée du Groupe.

Note 25 Provisions non courantes et provisions pour retraite et charges assimilées

25.1 Provisions non courantes

(en millions d'euros)

	2021	2020
Provisions pour retraite et charges assimilées	447,3	515,3
■ Retraites complémentaires	224,9	267,4
■ Indemnités de fin de carrière	186,8	208,1
■ Gratifications d'ancienneté et médailles du travail	25,8	29,5
■ Frais médicaux	9,7	10,3
TOTAL	447,3	515,3

ÉVOLUTION DES PROVISIONS NON COURANTES

(en millions d'euros)

	2021	2020
Montant à l'ouverture de l'exercice	515,3	461,6
Retraitement décision IFRS IC IAS 19 *	(9,3)	NA
Variation de périmètre	(17,4)	1,4
Autres mouvements	16,3	(11,2)
Dotations/reprises de provisions	21,8	35,3
Dépenses imputées sur la provision	(20,9)	(19,4)
Versements aux fonds investis	(4,4)	(6,6)
Écarts de réestimation	(54,1)	54,3
Montant à la clôture de l'exercice	447,3	515,3

* cf. note 1.A

25.2 Provisions pour retraites et charges assimilées

Les salariés du Groupe peuvent percevoir, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des suppléments de retraite et des indemnités de départ à la retraite. Le Groupe offre ces avantages à travers, soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies. Les modalités d'évaluation et de comptabilisation suivies par le Groupe concernant les avantages postérieurs à l'emploi sont les suivantes :

- les coûts des régimes à cotisations définies sont enregistrés en charge sur la base des appels à cotisation ;

- la valorisation des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies est effectuée sur la base d'évaluations actuarielles. La méthode actuarielle retenue par le Groupe pour évaluer ces engagements est la méthode des unités de crédit projetées sur la base des conventions ou accords en vigueur dans chaque société.

Cette évaluation tient compte des probabilités de maintien dans le Groupe jusqu'au départ en retraite, de l'évolution prévisible des rémunérations, ainsi que d'hypothèses macroéconomiques (telles que le taux d'inflation ou le taux d'actualisation) pour chaque pays ou zone concerné. Elle prend aussi dorénavant en compte la décision IFRS IC de 2021 relative à l'attribution des coûts aux périodes de service. Ces hypothèses sont décrites en note 25.2.

Les engagements sont couverts partiellement par des fonds externes dont la valeur est déduite du passif auquel ils sont irrévocablement affectés. Un excédent d'actif n'est comptabilisé au bilan que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs qui sont effectivement disponibles pour le Groupe.

Le coût des services rendus au cours de l'exercice est comptabilisé en charges opérationnelles.

Les écarts actuariels constatés sur les régimes à prestations définies sont comptabilisés immédiatement en autres éléments du résultat global non recyclables.

En cas de modification de régime, les coûts des services passés sont comptabilisés intégralement en résultat, que les droits soient définitivement acquis ou non.

Le taux de rendement attendu des actifs des régimes à prestations définies est égal au taux d'actualisation utilisé pour valoriser ces engagements à l'ouverture. L'actualisation du rendement attendu de ces actifs est comptabilisée en autres produits et charges financiers.

Les autres avantages à long terme (pendant l'emploi) comprennent principalement le versement de primes liées à l'ancienneté ainsi que les médailles du travail. Une provision est calculée selon des méthodes, des hypothèses et une fréquence identiques à celles retenues pour les évaluations des avantages postérieurs à l'emploi.

MONTANT DES ENGAGEMENTS

(en millions d'euros)

	2021	2020
Valeur actuelle des engagements futurs		
■ Retraites complémentaires	462,6	489,9
■ Indemnités de fin de carrière	200,1	222,3
■ Gratifications d'ancienneté et médailles du travail	25,8	29,5
■ Frais médicaux	9,7	10,3
TOTAL	698,3	752,0
Couverture des engagements :		
■ Par provision comptabilisée	447,3	515,3
■ Par fond investi (valeur de marché) ⁽¹⁾	290,7	260,7
■ Dont excédent versé ⁽²⁾	(39,6)	(24,0)
TOTAL	698,3	752,0

(1) Les fonds investis couvrent principalement les engagements de retraites complémentaires pour 277,3 millions d'euros en 2021

(2) L'excédent investi dans les fonds est inclus dans le poste « Autres actifs non courants ».

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

A – Description des régimes

En France, les cadres percevant une rémunération en tranche C bénéficient d'un dispositif de retraite surcomplémentaire à prestations définies de type additif, pour lequel les droits acquis au 31 décembre 2019 ont été gelés en conformité avec la loi PACTE du 22 mai 2019. Les membres du Comité exécutif titulaires d'un contrat de travail avec Faurecia S.E. ou l'une de ses filiales bénéficient également d'un régime à prestations définies de type additif pour les membres français et à cotisations définies pour les membres étrangers, les droits acquis au 31 décembre 2019 dans le régime additif pour les membres français ont également été gelés en conformité avec la loi PACTE du 22 mai 2019.

Aux États-Unis, les deux régimes de retraite à prestations définies, déjà fermés à de nouveaux bénéficiaires, ont été combinés le 1^{er} janvier 2020 et couvrent 866 participants.

En Allemagne, le principal régime à prestations définies encore ouvert couvre 5 197 ayants droit potentiels, les prestations sont basées sur le nombre d'années de service, à partir de 14 ans de présence.

Au Japon, le principal régime à prestations définies couvre 1 259 participants. Les prestations sont basées sur les années de services et versées à la fin du contrat ou à l'atteinte des 60 ans.

B – Hypothèses retenues

Le chiffrage du montant de ces engagements complémentaires a été effectué sur la base d'une évaluation actuarielle intégrant :

- une hypothèse de date de départ en retraite, entre 62 et 65 ans pour les salariés français ;
- des probabilités de départ avant la retraite pour les personnels actifs tenant compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du Groupe ;
- des hypothèses de mortalité propres à chaque pays ;
- des estimations d'évolution de salaires jusqu'au départ à la retraite correspondant, pour chaque pays, à la somme des hypothèses d'inflation et de prévisions d'augmentations individuelles ;
- une hypothèse de rentabilité à long terme pour les fonds investis en garantie des engagements de retraite ;
- un taux d'actualisation financière et un taux d'inflation (ou un différentiel de taux) tenant compte des conditions locales.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées au cours des deux derniers exercices pour l'évaluation des engagements de retraite sont les suivantes :

(en pourcentage)	Zone Euro	Royaume Uni	États-Unis	Japon
TAUX D'ACTUALISATION				
2021	1,15 %	1,82 %	2,30 %	0,38 %
2020	0,65 %	1,30 %	1,92 %	0,32 %
TAUX D'INFLATION				
2021	1,80 %	3,40 %	N/A	N/A
2020	1,80 %	2,95 %	N/A	N/A

Nota : Le taux d'actualisation de la zone Euro a été déterminé sur la base des rendements des obligations d'entreprises de première catégorie pour une échéance correspondant à la durée des engagements. Les obligations d'entreprises de première catégorie sont des obligations qui ont atteint l'une des deux meilleures classifications de la part d'une agence de notation reconnue (par exemple, AA ou AAA selon Moody's, ou Standard & Poor's).

Aux États-Unis, les engagements liés aux plans existants ne sont pas sensibles au taux d'inflation.

La durée moyenne des différents plans est la suivante pour les principales zones :

(en nombre d'années)	Zone Euro	Royaume Uni	États-Unis	Japon
Duration moyenne	15,0	21,5	7,9	8,9

C – Informations sur les actifs des régimes

L'allocation des fonds est la suivante :

(en pourcentage)	2021			2020		
	Actions	Obligations	Autres	Actions	Obligations	Autres
France	26 %	66 %	8 %	24 %	68 %	8 %
Royaume Uni	20 %	79 %	1 %	32 %	62 %	6 %
États-Unis	52 %	40 %	8 %	54 %	38 %	8 %
Japon	82 %	9 %	9 %	58 %	28 %	14 %

La juste valeur des actions et obligations est de niveau 1 en 2021 (prix cotés sur le marché).

D – Provisions pour retraite au bilan

(en millions d'euros)	2021			2020		
	France	Étranger *	Total	France	Étranger	Total
Montant à l'ouverture de l'exercice	179,6	271,9	451,5	164,4	225,1	389,5
Retraitement décision IFRS IC IAS 19 ⁽¹⁾	(9,3)	0,0	(9,3)	NA	NA	NA
Variation de périmètre (provision nette de l'excédent versé)	(7,3)	(9,2)	(16,5)	0,9	0,5	1,4
Dotations	8,8	15,3	24,2	12,8	19,2	32,0
Dépenses imputées sur la provision	(2,4)	(13,6)	(16,0)	(3,6)	(12,6)	(16,2)
Versements aux fonds investis	(2,0)	(2,4)	(4,4)	(1,7)	(4,9)	(6,6)
Écarts actuariels	3,1	(56,3)	(53,2)	6,7	49,8	56,5
Autres mouvements	(3,4)	(0,7)	(4,1)	0,1	(5,2)	(5,1)
Montant à la clôture de l'exercice	167,1	205,1	372,1	179,6	271,9	451,5

(1) cf. note 1.A

* La provision de 205,1 millions d'euros au 31 décembre 2021 correspond principalement à l'Allemagne (145,6 millions d'euros).

E – Évolution des engagements de retraite sur l'exercice

En France, les engagements de retraite ont baissé de 12,8 millions d'euros à la clôture par rapport à celle de l'exercice précédent comme détaillé ci-dessous :

(en millions d'euros)	2021			2020		
	France	Étranger	Total	France	Étranger	Total
VALEUR ACTUELLE DES PRESTATIONS POUR SERVICES RENDUS						
Montant à l'ouverture de l'exercice	196,4	515,8	712,3	181,5	487,6	669,1
Retraitement décision IFRS IC IAS 19 *	(9,3)	0,0	(9,3)	NA	NA	NA
Coût des services rendus	9,1	15,1	24,2	10,8	15,9	26,7
Actualisation de l'année	1,2	5,2	6,4	2,2	7,5	9,7
Prestations servies sur l'exercice	(4,8)	(22,1)	(26,9)	(7,0)	(25,3)	(32,3)
Écarts actuariels	3,1	(38,5)	(35,4)	7,9	46,7	54,6
Change et autres variations	(6,6)	6,6	(0,1)	1,0	(16,6)	(15,6)
Réductions et liquidations	(1,4)	(2,8)	(4,2)	0,0	0,0	0,0
Effets des fermetures et modifications de régimes	(4,1)	0,0	(4,1)	0,0	0,0	0,0
Montant à la clôture de l'exercice	183,6	479,3	662,9	196,4	515,8	712,3
ACTIFS DE RÉGIME						
Montant à l'ouverture de l'exercice	16,8	243,9	260,7	17,1	262,5	279,6
Rendement normatif des fonds	0,1	2,2	2,3	0,2	4,2	4,4
Écarts actuariels	0,0	17,8	17,8	1,2	(3,1)	(1,9)
Change et autres variations	0,0	16,5	16,5	0,0	(11,9)	(11,9)
Dotations employeur	2,0	2,4	4,4	1,7	4,9	6,6
Prestations servies sur l'exercice	(2,4)	(8,5)	(10,9)	(3,4)	(12,7)	(16,1)
Réductions et liquidations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets des fermetures et modifications de régimes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montant à la clôture de l'exercice	16,5	274,2	290,7	16,8	243,9	260,7
SOLDE DE LA PROVISION À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	167,1	205,1	372,1	179,6	271,9	451,6
TOTAL DES VARIATIONS COMPTABILISÉES EN CHARGES DE LA PÉRIODE	8,8	15,3	24,2	12,8	19,2	32,0

* cf. note 1.A

Ces charges sont comptabilisées :

- en marge opérationnelle pour le coût des services rendus ;
- en « Autres revenus et charges financiers » pour l'actualisation des droits acquis et le rendement attendu des fonds.

Les écarts actuariels ont été comptabilisés en « Autres éléments du résultat global », conformément à la norme IAS 19R. Ils peuvent s'analyser de la façon suivante:

(en millions d'euros)	2021		
	France	Étranger	Total
Détail des écarts actuariels de l'exercice :			
■ écart lié aux hypothèses financières	(3,1)	33,9	30,8
■ écart lié aux hypothèses démographiques	0,0	4,6	4,6
■ autres écarts	0,0	17,8	17,8
TOTAL	(3,1)	56,3	53,2

F – Engagements de retraite : sensibilité aux variations de taux d'actualisation et du taux d'inflation sur les principaux périmètres

L'effet d'une augmentation de 25 points de base du taux d'actualisation et du taux d'inflation serait le suivant sur le montant des engagements :

(en pourcentage)	Taux d'actualisation + 0,25 pt	Taux d'inflation + 0,25 pt
France	(2,3) %	+ 2,5 %
Allemagne	(4,3) %	+ 1,3 %

25.3 Gratifications d'ancienneté et médailles du travail

Le Groupe évalue ses engagements liés aux primes accordées sous réserve de certaines conditions d'ancienneté et versées aux salariés à l'occasion de la remise des médailles du travail. La valeur de ces engagements est calculée en appliquant la méthode et les hypothèses retenues pour les évaluations des engagements de retraite. Ils sont provisionnés dans les comptes et s'élèvent à :

(en millions d'euros)	2021	2020
Sociétés françaises	5,1	6,1
Sociétés étrangères	20,7	23,4
TOTAL	25,8	29,5

25.4 Frais médicaux

En complément des engagements de retraite, certaines sociétés du Groupe, principalement aux États-Unis, ont l'obligation de prendre en charge des frais médicaux concernant leur personnel.

La provision s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	2021	2020
Sociétés étrangères	9,7	10,3
TOTAL	9,7	10,3

Une augmentation de 25 points de base du taux d'actualisation et de 1 point du taux d'évolution des coûts médicaux entraînerait les variations suivantes sur l'engagement du Groupe :

(en pourcentage)	Taux d'actualisation + 0,25 pt	Taux d'évolution des coûts médicaux + 1 pt
Engagement	(3,3) %	+ 9,1 %

Les charges comptabilisées s'expliquent comme suit :

(en millions d'euros)	2021	2020
Droits acquis par les salariés	0,0	0,0
Actualisation des droits projetés *	(0,3)	(0,4)
TOTAL	(0,3)	(0,4)

* L'actualisation des droits projetés est enregistrée en « Autres revenus et charges financiers ».

Les passifs financiers définis par la norme IFRS 9 comprennent les emprunts comptabilisés selon l'option juste valeur ou selon le coût amorti.

Ils sont inscrits au bilan dans les postes suivants : « Passifs financiers courants et non courants » (note 26), « Dettes fiscales et sociales » (note 27) et « Dettes diverses » (note 28).

La ventilation des actifs et passifs financiers entre courants et non courants est déterminée par leur échéance à la date d'arrêté : inférieure ou supérieure à un an.

Note 26 Endettement financier net

Les dettes financières sont généralement évaluées au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

26.1 Détail de l'endettement financier

(en millions d'euros)	2021	2020
Emprunts obligataires	4 891,5	3 106,1
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 366,1	1 076,3
Emprunts et dettes financières divers	73,0	30,5
Dettes de loyers non courantes	833,1	794,0
Instruments dérivés non courants	3,0	9,9
SOUS-TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS	7 166,7	5 016,8
Échéances à moins d'un an des emprunts à long terme	122,9	52,0
Dettes de loyers courantes	198,8	182,2
Concours bancaires et autres crédits à court terme ⁽¹⁾	894,5	963,9
Instruments dérivés courants	1,4	7,2
SOUS-TOTAL PASSIFS FINANCIERS COURANTS	1 217,6	1 205,3
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS	8 384,3	6 222,1
Instruments dérivés actifs non courants et courants	(11,9)	(2,6)
Placements de trésorerie et disponibilités	(4 905,7)	(3 091,4)
ENDETTEMENT FINANCIER NET	3 466,7	3 128,1
Trésorerie nette	4 905,7	3 091,4
(1) Dont banques créditrices.	17,1	22,7

La variation de la dette financière nette au cours de l'exercice s'analyse ainsi :

(en millions d'euros)	Montant au 31 décembre 2020	Variations des flux de trésorerie	Effets des variations de change	Effets des variations de juste valeur	Variation de périmètre et autres mouvements	Montant au 31 décembre 2021
Emprunts obligataires	3 106,1	1 757,3	0,0	25,7	2,4	4 891,5
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 076,3	691,7	0,5	0,5	(402,9)	1 366,1
Emprunts et dettes financières divers	30,5	0,1	2,3	39,8	0,3	73,0
Dettes de loyers non courantes	794,0	0,0	33,5	0,0	5,6	833,1
Instruments dérivés non courants	9,9	(6,9)	0,0	0,0	0,0	3,0
SOUS-TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS	5 016,8	2 442,2	36,3	66,0	(394,6)	7 166,7
Échéances à moins d'un an des emprunts à long terme	52,0	(331,6)	1,7	0,0	400,8	122,9
Dettes de loyers courantes	182,2	(205,1)	5,9	0,0	215,8	198,8
Concours bancaires et autres crédits à court terme	963,8	(83,1)	7,7	0,0	6,1	894,5
Instruments dérivés courants	7,2	0,0	0,0	(5,8)	0,0	1,4
SOUS-TOTAL PASSIFS FINANCIERS COURANTS	1 205,3	(619,8)	15,2	(5,8)	622,7	1 217,6
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS	6 222,1	1 822,4	51,5	60,2	228,1	8 384,3
Instruments dérivés actifs non courants et courants	(2,6)	0,0	0,0	(9,3)	0,0	(11,9)
Placements de trésorerie et disponibilités	(3 091,4)	(1 674,4)	(106,0)	0,0	(33,9)	(4 905,7)
TOTAL	3 128,1	148,0	(54,5)	50,9	194,2	3 466,7

26.2 Échéancier

(en millions d'euros)	2023	2024	2025	2026	2027 et au-delà	Total
Emprunts obligataires	0,0	0,0	980,6	753,2	3 157,8	4 891,5
Emprunts auprès des établissements de crédit	420,0	441,3	162,8	252,7	89,3	1 366,1
Emprunts et dettes financières divers	72,6	0,3	0,2	0,0	0,0	73,0
Dettes de loyers non courantes	168,6	140,2	119,0	97,0	308,3	833,1
Instruments dérivés non courants	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	3,0
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2021	662,2	583,7	1 262,5	1 102,9	3 555,4	7 166,7

26.3 Financement

Les principaux éléments du financement du Groupe sont décrits ci-dessous :

CRÉDIT SYNDIQUÉ

Faurecia a signé le 15 décembre 2014 un crédit syndiqué à échéance cinq ans, pour un montant de 1 200 millions d'euros. Ce crédit a été renégocié le 24 juin 2016 puis le 15 juin 2018, afin d'en étendre la maturité à cinq ans à compter de cette date.

Fin mai 2021, Faurecia a signé avec ses banques un accord de refinancement de cette ligne de crédit permettant d'améliorer la flexibilité financière du Groupe en :

- augmentant le montant de 1,2 à 1,5 milliard d'euros ;
- indexant le coût de la ligne de crédit sur la performance environnementale de Faurecia : le taux d'intérêt varie en fonction de l'atteinte des objectifs du Groupe en matière de neutralité de ses émissions de CO₂ sur les scopes 1 et 2 ;
- étendant la maturité à 5 ans, soit mai 2026 (avec deux options d'extension d'un an, sous réserve de l'accord des banques).

Au 31 décembre 2021, cette facilité de crédit n'était pas utilisée.

Cette facilité de crédit contient une seule clause restrictive en matière de ratios financiers consolidés : le ratio Dette Nette ⁽¹⁾/EBITDA ⁽²⁾ doit être inférieur à 3,0 (au lieu de 2,79 précédemment). Le respect de ce ratio conditionne la disponibilité du crédit. Au 31 décembre 2021, cette condition était respectée.

Ce crédit comporte certaines clauses restrictives sur les cessions d'actifs (toute cession représentant plus de 35 % de l'actif total consolidé serait soumise à autorisation des banques représentant les deux tiers du crédit syndiqué) et sur l'endettement de certaines filiales.

PRÊT RELAIS SYNDIQUÉ

Faurecia a signé le 13 août 2021 un crédit relais confirmé d'un montant de 5,5 milliards d'euros afin de sécuriser le financement de l'acquisition de HELLA. Ce crédit sera refinancé principalement par des émissions obligataires et des prêts bancaires à l'exception de la composante de 800 millions d'euros devant être principalement refinancée par une augmentation de capital (*Bridge to equity*).

Au 31 décembre 2021, l'en-cours disponible du crédit relais est de 3,4 milliards d'euros à la suite des différentes opérations de préfinancement de l'acquisition de HELLA (voir ci-dessous).

SCHULDSCHEINDARLEHEN

Faurecia a signé le 17 décembre 2018 un placement privé de droit allemand (*Schuldscheindarlehen*) pour un montant de 700 millions d'euros. Cette transaction comporte des tranches en euro et en dollar US, à taux fixe et à taux variable, avec des maturités de 4, 5 et 6 ans, soit décembre 2022, 2023 et 2024. Le règlement est intervenu pour 378 millions d'euros le 20 décembre 2018 et le solde a été reçu au début de janvier 2019. Les tranches en dollar US ont été partiellement converties en ressources en euro via des swaps de devise long terme (*cross-currency swaps*).

Le produit de ce placement privé a été utilisé pour financer l'acquisition de Clarion Co. Ltd.

Le 21 juin 2021, Faurecia a remboursé par anticipation 226,5 millions d'euros de la tranche à taux variable du *Schuldscheindarlehen* à échéance 2022.

Faurecia a signé le 17 décembre 2021 un placement privé de droit allemand (*Schuldscheindarlehen*) incluant des critères de performances ESG pour un montant de 700 millions d'euros. Cette transaction comporte des tranches en euro et en dollar US, à taux fixe et à taux variable, avec des maturités de 2,5, 4, 5 et 6 ans, soit juillet 2024, et janvier 2026, 2027 et 2028. Le règlement est intervenu pour 435 millions d'euros le 22 décembre 2021 et le solde a été reçu au début de janvier 2022. Les tranches en dollar US ont été converties en ressources en euro via des swaps de devise long terme (*cross-currency swaps*).

Le produit de ce placement privé permet de préfinancer l'acquisition de HELLA.

LIGNE DE CRÉDIT DE 30 MILLIARDS DE YENS

Faurecia a signé le 7 février 2020 une ligne de crédit en yen d'un montant de 30 milliards et d'une maturité de 5 ans, destinée à refinancer à long terme la dette de Clarion Co. Ltd. Ce crédit comporte deux tranches de 15 milliards de yens, l'une étant un prêt à terme et la seconde un crédit renouvelable.

(1) Endettement net consolidé.

(2) Marge opérationnelle, majorée des dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles, correspondant aux 12 derniers mois.

Le produit de cette ligne de crédit a permis à Clarion Co. Ltd de rembourser la majeure partie de ses dettes bancaires.

La maturité de cette ligne a été étendue de février 2025 à février 2026 par exercice de la première option d'extension.

Au 31 décembre 2021, ce crédit était tiré à hauteur de 20 milliards de yens, soit 152,8 millions d'euros.

Au cours du mois de juin 2021, les conditions de ce crédit ont été renégociées pour en aligner les clauses restrictives sur celles du crédit syndiqué de 1,5 milliard d'euros, et en particulier le niveau du ratio Dette Nette/EBITDA qui est maintenant de 3,0.

OBLIGATIONS 2025

Faurecia a émis le 8 mars 2018 un montant de 700 millions d'euros d'obligations à échéance du 15 juin 2025, portant intérêt à 2,625 %, le coupon étant versé les 15 juin et 15 décembre de chaque année et pour la première fois le 15 juin 2018.

Ces obligations comportent une clause restreignant l'endettement additionnel au cas où l'EBITDA après certains ajustements est inférieur à deux fois les charges d'intérêt brutes, ainsi que de restrictions sur l'endettement du même type que celles du crédit syndiqué bancaire.

Le produit de ces obligations a été utilisé pour refinancer les 700 millions d'euros d'obligations à échéance du 15 juin 2022, portant intérêt à 3,125 %, qui avaient été émises en mars et avril 2015.

Ces obligations sont cotées sur le *Global Exchange Market* d'Euronext Dublin (anciennement *Irish Stock Exchange*). Les frais d'émission de ces obligations sont étalés comptablement en résultat sur la durée de vie des obligations.

Une émission additionnelle de 300 millions d'euros a été réalisée le 31 juillet 2020. Les titres, assimilables aux obligations initiales, ont été émis à un prix de 97,50 % du pair, soit un rendement de 3,18 %.

Au 31 décembre 2021, l'en-cours de ces obligations s'élevait à 1 000 millions d'euros.

OBLIGATIONS 2026

Faurecia a émis le 27 mars 2019 un montant de 500 millions d'euros d'obligations à échéance du 15 juin 2026, portant intérêt à 3,125 %, le coupon étant versé les 15 juin et 15 décembre de chaque année et pour la première fois le 15 juin 2019.

Ces obligations comportent des clauses restrictives similaires à celles des obligations 2025.

Le produit de ces obligations a été utilisé pour financer l'acquisition de Clarion Co. Ltd.

Ces obligations sont cotées sur le *Global Exchange Market* d'Euronext Dublin. Les frais d'émission de ces obligations sont étalés comptablement en résultat sur la durée de vie des obligations.

Afin de préfinancer l'acquisition de 50 % des actions de SAS, une émission additionnelle de 250 millions d'euros de ces obligations 2026 a été réalisée le 31 octobre 2019. Ces obligations additionnelles ont été émises à un prix égal à 104,50 % du pair, ce qui correspond à un rendement à l'émission de 2,40 %.

Au 31 décembre 2021, l'en-cours de ces obligations 2026 s'élevait à 750 millions d'euros.

OBLIGATIONS 2,375 % 2027

Faurecia a émis le 27 novembre 2019 un montant de 700 millions d'euros d'obligations à échéance du 15 juin 2027, portant intérêt à 2,375 %, le coupon étant versé les 15 juin et 15 décembre de chaque année et pour la première fois le 15 juin 2020.

Ces obligations comportent des clauses restrictives similaires à celles des obligations 2026.

Le produit de ces obligations a été utilisé pour refinancer les 700 millions d'euros d'obligations à échéance du 15 juin 2023, portant intérêt à 3,625 %, qui avaient été émises le 1^{er} avril 2016.

Ce refinancement a été réalisé via une opération d'échange intermédiée dans laquelle les porteurs d'obligations 2023 pouvaient apporter leurs titres à l'échange et recevoir des obligations nouvelles 2027. Le taux de succès de cet échange obligatoire a été de 76 %. Les titres qui n'étaient pas apportés à l'échange ont fait l'objet d'un remboursement anticipé, conformément à la notice d'émission. Le règlement de ces deux transactions a eu lieu respectivement les 25 et 28 novembre 2019.

La prime de remboursement des obligations apportées à l'échange est amortie sur la durée de vie des obligations nouvelles échéance 2027 ; la prime de remboursement des obligations remboursées par anticipation a été comptabilisée en résultat financier de l'exercice 2019.

Le 3 février 2021, Faurecia a émis un montant de 190 millions d'euros d'obligations 2027 additionnelles via un placement privé. Ces obligations ont été émises à 100,75 % du pair, soit un rendement à l'émission de 2,26 %.

Ces obligations sont cotées sur le *Global Exchange Market* d'Euronext Dublin. Les frais d'émission de ces obligations sont étalés comptablement en résultat sur la durée de vie des obligations.

Au 31 décembre 2021, l'en-cours de ces obligations 2027 s'élevait à 890 millions d'euros.

OBLIGATIONS SLB 2,75 % 2027

Faurecia a émis le 10 novembre 2021 un montant de 1 200 millions d'euros d'obligations à échéance du 15 février 2027, portant intérêt à 2,75 %, le coupon étant versé les 15 juin et 15 décembre de chaque année et pour la première fois le 15 juin 2022.

Ces obligations comportent des clauses restrictives similaires à celles des obligations 2029 et basent les objectifs de réductions de CO₂ de scope 1 & 2 2025 sur le *Sustainable Linked Financing Framework* publié en octobre 2021 et approuvé par l'ISS ESG. Le non-respect de ces objectifs entraîne un step-up en 2026 des coupons de l'obligation.

Le produit de ces obligations a été utilisé pour préfinancer l'acquisition de HELLA.

Ces obligations sont cotées sur le *Global Exchange Market* d'Euronext Dublin. Les frais d'émission de ces obligations sont étalés comptablement en résultat sur la durée de vie des obligations.

Au 31 décembre 2021, l'en-cours de ces obligations 2027 s'élevait à 1 200 millions d'euros.

OBLIGATIONS 2028

Faurecia a émis le 31 juillet 2020 un montant de 700 millions d'euros d'obligations à échéance du 15 juin 2028, portant intérêt à 3,75 %, le coupon étant versé les 15 juin et 15 décembre de chaque année et pour la première fois le 15 décembre 2020.

Ces obligations comportent des clauses restrictives similaires à celles des obligations 2027. Ces obligations sont cotées sur le *Global Exchange Market* d'Euronext Dublin. Les frais d'émission de ces obligations sont étalés comptablement en résultat sur la durée de vie des obligations.

Au 31 décembre 2021, l'en-cours de ces obligations 2028 s'élevait à 700 millions d'euros.

OBLIGATIONS VERTES 2029

Faurecia a émis le 22 mars 2021 un montant de 400 millions d'euros d'obligations vertes à échéance du 15 juin 2029, portant intérêt à 2,375 %. Ces obligations sont destinées à financer et refinancer les investissements du Groupe dans la mobilité hydrogène, tant dans le domaine des réservoirs à hydrogène haute pression que dans celui des piles à combustible pour véhicules électriques, à travers Symbio, sa joint-venture avec Michelin. Le caractère vert de ces obligations a été confirmé par ISS ESG, agence de notation environnementale.

Ces obligations comportent des clauses restrictives similaires à celles des obligations 2028. Ces obligations sont cotées sur le *Global Exchange Market* d'Euronext Dublin. Les frais d'émission de ces obligations sont étalés comptablement en résultat sur la durée de vie des obligations.

Au 31 décembre 2021, l'en-cours de ces obligations 2029 s'élevait à 400 millions d'euros.

Enfin, au cours de l'année 2021, Faurecia a émis régulièrement des billets de trésorerie avec une date de maturité allant jusqu'à un an auprès d'investisseurs essentiellement en France. Leur en-cours était de 747 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Au cours du premier semestre de 2021, Standard & Poor's a attribué une perspective positive à Faurecia le 15 mars 2021. Fitch a confirmé le rating BB+ mais a amélioré la perspective de négative à stable le 4 juin 2021. Suite à l'annonce de l'acquisition de HELLA, Moody's a dégradé le 20 août 2021 sa perspective de stable à négative en gardant la note de Ba2. Enfin le 9 décembre 2021, S&P a attribué une perspective stable à sa note BB.

Réforme des taux IBOR : Le 5 mars 2021, la *Financial Conduct Authority* (FCA) annonçait officiellement la date de fin de publication des taux IBOR. Cette réforme a un impact non significatif sur les comptes de Faurecia, car la majorité de la dette à taux variable de Faurecia est basée sur l'EURIBOR, qui n'est pas affecté par cette réforme. Néanmoins, Faurecia a anticipé l'arrêt de publication du taux Libor JPY prévu pour le 31 décembre 2021 et depuis septembre 2021 applique le *Tokyo Overnight Average Rate (TONAR)* sur sa ligne de crédit de 30 milliards de Yen et tirée à hauteur de 20 milliards de Yen.

L'échéance globale de liquidité du Groupe se présente comme suit au 31 décembre 2021 :

(en millions d'euros)	Valeur bilan			Échéancier contractuel non actualisé				
	Actif	Passif	Total	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-5 ans	> 5 ans
Autres actifs financiers non courants	98,0		98,0				98,0	
Autres actifs non courants	122,3		122,3				122,3	
Créances commerciales	3 468,1		3 468,1	3 308,0	43,6	116,4		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 905,7		4 905,7	4 905,7				
Intérêts sur:								
Emprunt obligataire 2025		(1,1)	(105,0)	0,0	(13,1)	(13,1)	(78,8)	0,0
Emprunt obligataire 2026		(1,0)	(117,2)	0,0	(11,7)	(11,7)	(93,8)	0,0
Emprunt obligataire SLB 2027		(3,2)	(165,0)	0,0	(16,5)	(16,5)	(132,0)	0,0
Emprunt obligataire 2027		(0,9)	(126,8)	0,0	(10,6)	(10,6)	(84,6)	(21,1)
Emprunt obligataire 2028		(1,1)	(183,8)	0,0	(13,1)	(13,1)	(105,0)	(52,5)
Emprunt obligataire 2029		(0,4)	(71,3)	0,0	(4,8)	(4,8)	(38,0)	(23,8)
Schuldschein		(0,6)	(56,6)	0,0	(5,0)	(9,9)	(40,4)	(1,3)
Autres emprunts long terme		(0,7)	(23,4)	0,0	(2,3)	(4,7)	(15,4)	(1,0)
Dettes de loyers courantes		(198,8)	(198,8)	(49,7)	(49,7)	(99,4)		
Autres passifs financiers courants		(831,3)	(831,3)	(257,3)	(511,0)	(63,0)		
Dettes fournisseurs		(6 693,2)	(6 693,2)	(6 494,4)	(85,8)	(113,0)		
Emprunts obligataires hors intérêts								
Emprunt obligataire 2025		(980,6)	(980,6)				(980,6)	
Emprunt obligataire 2026		(753,2)	(753,2)				(753,2)	
Emprunt obligataire SLB 2027		(1 190,5)	(1 190,5)					(1 190,5)
Emprunt obligataire 2027		(875,2)	(875,2)					(875,2)
Emprunt obligataire 2028		(695,6)	(695,6)					(695,6)
Emprunt obligataire 2029		(396,5)	(396,5)					(396,5)
Emprunts auprès des établissements de crédit								
Schuldschein		(906,7)	(906,7)	2,4	0,0	(58,5)	(768,5)	(82,1)
Autres		(464,3)	(464,3)	0,0	0,0	(6,7)	(457,6)	0,0
Emprunts et dettes financières divers		(258,7)	(258,7)	0,0	0,0	(92,7)	(154,4)	(11,7)
Dettes de loyers non courantes		(833,1)	(833,1)				(524,8)	(308,3)
Instruments dérivés de taux	6,6	(3,0)	3,6	6,6	0,0	0,0	(3,0)	0,0
■ dont dérivés de taux en couverture de flux futurs	6,6	(3,0)	3,6	6,6	0,0	0,0	(3,0)	0,0
■ dont dérivés de taux non qualifiés de couverture au sens IFRS								
Instruments dérivés de change	10,5	(8,0)	2,4	2,3	(0,7)	(0,3)	1,4	(0,3)
■ dont dérivés de change en couverture de juste valeur	3,8	(1,0)	2,8	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0
■ dont dérivés de change en couverture de flux futurs	6,5	(7,0)	(0,5)	(0,6)	(0,7)	(0,3)	1,4	(0,3)
■ dont dérivés de change non qualifiés de couverture au sens IFRS	0,2	0,0	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
TOTAL	8 611,1	(15 097,6)	(7 326,4)	1 423,7	(680,6)	(401,5)	(4 008,3)	(3 659,7)

26.4 Analyse des dettes financières

Au 31 décembre 2021, la partie à taux variable s'élevait à 24,6 % des dettes financières avant opérations de couverture.

(en millions d'euros)	2021	
Dettes financières à taux variable	2 066,0	24,6 %
Dettes financières à taux fixe	6 318,3	75,4 %
TOTAL	8 384,3	100,0 %

Les dettes financières, compte tenu des swaps de change, se ventilent par devise de remboursement comme suit :

(en millions d'euros)	2021		2020	
Euro	6 579,6	78,5 %	4 978,8	80,0 %
Dollar US	1 035,7	12,4 %	595,5	9,6 %
Yen	380,0	4,5 %	346,8	5,6 %
Autres devises	389,0	4,6 %	301,0	4,8 %
TOTAL	8 384,3	100,0 %	6 222,1	100,0 %

Sur l'année 2021, le taux d'intérêt moyen pondéré de l'endettement financier brut est de 3,11 %.

Note 27 Dettes fournisseurs et comptes rattachés, dettes fiscales et sociales

27.1 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Faurecia a mis en place un programme d'affacturage inversé depuis 2017. Ce programme permet aux fournisseurs participants de céder les créances commerciales qu'ils détiennent sur Faurecia à un établissement financier (factor), avant leur échéance contractuelle. Les relations entre les parties sont structurées au travers de deux contrats :

- les fournisseurs de Faurecia entrent dans un contrat de cession des créances qu'ils détiennent sur Faurecia avec le factor ;
- Faurecia signe une convention avec le factor selon laquelle il s'engage à payer à la date d'échéance les factures cédées par ses fournisseurs au factor (factures préalablement approuvées).

Ce programme permet aux fournisseurs ayant adhéré de voir leurs créances réglées dans un délai très bref par le factor. Faurecia règle les factures fournisseurs correspondantes au factor à leur date d'échéance contractuelle.

L'analyse du schéma a conduit le Groupe à considérer que la nature des dettes fournisseurs n'était pas modifiée par la mise en place de ce programme. Elles sont donc toujours classées en dettes d'exploitation.

(en millions d'euros)	2021	2020
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 693,2	6 016,4
TOTAL	6 693,2	6 016,4

27.2 Dettes fiscales et sociales

(en millions d'euros)	2021	2020
Dettes envers le personnel (salaires)	419,2	414,8
Charges sociales	140,4	147,5
Participation des salariés	31,3	23,1
Autres dettes fiscales et sociales	188,2	186,5
TOTAL	779,1	771,9

Note 28 Dettes diverses

(en millions d'euros)	2021	2020
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	151,0	112,5
Produits constatés d'avance	39,9	44,3
Impôts courants	84,4	74,2
Autres dettes	195,4	211,2
Instruments dérivés de change opérationnels	6,6	2,5
TOTAL	477,3	444,7

Note 29 Instruments financiers

29.1 Instruments financiers inscrits au bilan

(en millions d'euros)	31/12/2021		Ventilation par catégorie d'instruments ⁽¹⁾			
	Valeur au bilan	Valeur au bilan des éléments ne constituant pas des instruments financiers	Juste valeur par résultat ⁽²⁾	Juste valeur par capitaux propres ⁽²⁾	Actifs et passifs au coût amorti	Juste valeur des instruments financiers
Autres titres de participation	88,0		88,0			88,0
Autres actifs financiers non courants	98,0				98,0	98,0
Créances clients et comptes rattachés	3 468,1	3 468,1				0,0
Autres créances d'exploitation	473,6	468,5	0,3	4,8		5,1
Créances diverses et charges payées d'avance	1 094,9	1 094,9				0,0
Instruments dérivés changes	5,3		3,6	1,7		5,3
Instruments dérivés taux	6,6			6,6		6,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 905,7		4 905,7			4 905,7
ACTIFS	10 140,2	5 031,5	4 997,6	13,1	98,0	5 108,7
Dettes financières non courantes *	6 333,6	2,1		3,0	6 328,5	6 449,8
Dettes de loyers non courantes	833,1				833,1	833,1
Dettes financières courantes	1 018,8		1,4		1 017,4	1 018,8
Dettes de loyers courantes	198,8				198,8	198,8
Avances sur contrats clients	740,2	740,2				0,0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 693,2	6 693,2				0,0
Dettes fiscales et sociales	779,1	779,1				0,0
Dettes diverses	477,3	470,7	0,2	6,4		6,6
Dont Instruments dérivés changes	6,6		0,2	6,4		6,6
PASSIFS	17 074,1	8 685,3	1,6	9,4	8 377,8	8 507,1

(1) Aucune reclassification entre catégories d'instruments financiers n'a été réalisée en cours d'exercice.

(2) Tous les instruments financiers de cette catégorie sont des actifs et passifs financiers désignés comme tels dès l'origine.

* La juste valeur des emprunts obligataires, hors coupon couru, s'établissait sur la base du cours de clôture au 31/12/2021 : pour les obligations échéance 2025 cotées 101,5 % du pair, à 1 015,3 millions d'euros ; pour les obligations échéance 2026 cotées 102,66 % du pair, à 769,9 millions d'euros ; pour les obligations échéance 2027 cotées 100,63 % du pair, à 895,6 millions d'euros ; pour les obligations durables échéance 2027 cotées 99,22 % du pair, à 1 190,7 millions d'euros, pour les obligations échéance 2028 cotées 104,85 % du pair, à 733,9 millions d'euros et pour les obligations vertes échéance 2029 cotées 101,06 % du pair, à 404,3 millions d'euros.

	31/12/2020		Ventilation par catégorie d'instruments ⁽¹⁾			
(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Valeur au bilan des éléments ne constituant pas des instruments financiers	Juste valeur par résultat ⁽²⁾	Juste valeur par capitaux propres ⁽²⁾	Actifs et passifs au coût amorti	Juste valeur des instruments financiers
Autres titres de participation	53,8		53,8			53,8
Autres actifs financiers non courants	104,7				104,7	104,7
Créances clients et comptes rattachés	3 237,1	3 237,1				0,0
Autres créances d'exploitation	363,4	353,2		10,2		10,2
Créances diverses et charges payées d'avance	856,4	856,4				0,0
Instruments dérivés changes	2,6		2,6			2,6
Instruments dérivés taux	0,0					0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 091,4		3 091,4			3 091,4
ACTIFS	7 709,4	4 446,7	3 147,8	10,2	104,7	3 262,7
Dettes financières non courantes *	4 222,8	1,8		9,9	4 211,1	4 357,3
Dettes de loyers non courantes	794,0				794,0	794,0
Dettes financières courantes	1 023,1		7,2		1 015,9	1 023,1
Dettes de loyers courantes	182,2				182,2	182,2
Avances sur contrats clients	605,7	605,7				0,0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 016,4	6 016,4				0,0
Dettes fiscales et sociales	771,9	771,9				0,0
Dettes diverses	444,7	442,2	0,1	2,4		2,5
Dont Instruments dérivés changes	2,5		0,1	2,4		2,5
PASSIFS	14 060,8	7 838,0	7,3	12,3	6 203,2	6 359,1

(1) Aucune reclassification entre catégories d'instruments financiers n'a été réalisée en cours d'exercice.

(2) Tous les instruments financiers de cette catégorie sont des actifs et passifs financiers désignés comme tels dès l'origine.

* La juste valeur des emprunts obligataires, hors coupon couru, s'établissait sur la base du cours de clôture au 31/12/2020 : pour les obligations échéance 2025 cotées 101,68 % du pair, à 1 016,8 millions d'euros ; pour les obligations échéance 2026 cotées 103,97 % du pair, à 779,8 millions d'euros ; pour les obligations échéance 2027 cotées 101,17 % du pair, à 708,2 millions d'euros et pour les obligations échéance 2028 cotées 105,38 % du pair, à 737,6 millions d'euros.

Les principales méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

- les éléments comptabilisés à la juste valeur par résultat ainsi que les instruments dérivés de couverture, sont évalués par application d'une technique de valorisation faisant référence à des taux cotés sur le marché interbancaire (Euribor...) et à des cours de change fixés quotidiennement par la Banque Centrale Européenne ;
- les dettes financières sont essentiellement comptabilisées au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE) ;
- la juste valeur des créances et des dettes fournisseurs des activités industrielles et commerciales est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu de leurs échéances très courtes.

Effet en résultat des instruments financiers :

	2021			
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>				
Différences de change sur opérations commerciales	19,7	19,7		
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie	32,0	32,0		
Charges de financement	(239,3)		(239,3)	
Autres revenus et charges financiers	(47,2)		(48,0)	0,8
Gains nets ou pertes nettes	(234,8)	51,7	(287,3)	0,8

	2020 retraité			
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>				
Différences de change sur opérations commerciales	(6,3)	(6,2)		(0,1)
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie	20,9	20,9		
Charges de financement	(202,7)		(202,7)	
Autres revenus et charges financiers	(36,3)		(38,5)	2,2
Gains nets ou pertes nettes	(224,4)	14,7	(241,2)	2,1

Le tableau de passage des provisions pour dépréciation et les pertes de valeurs constatées pour chaque catégorie d'actifs financiers se présente ainsi au 31 décembre 2021 :

	Montant au 1 ^{er} janvier 2021	Dotations	Pertes imputées	Reprises	Variation de périmètre et autres mouvements	Montant au 31 décembre 2021
<i>(en millions d'euros)</i>						
Provisions créances clients	(30,7)	(13,7)	22,0	0,0	(0,7)	(23,0)
Titres non consolidés	(10,0)	(0,0)	0,2	0,0	(1,8)	(11,6)
Actifs financiers non courants	(21,4)	(2,9)	10,8	0,0	4,2	(9,3)
Autres créances d'exploitation et créances diverses	(12,7)	(0,0)	0,2	0,0	(0,4)	(12,9)
TOTAL	(74,8)	(16,6)	33,3	0,0	1,3	(56,8)

29.2 Instruments financiers – hiérarchie de juste valeur

Les instruments financiers évalués à la juste valeur sont de niveau 1 (prix cotés sur le marché) pour les placements à court terme de trésorerie, et de niveau 2 (évaluation par application d'une technique de valorisation faisant référence à des taux cotés sur le marché interbancaire (Euribor...)) et à des cours de change fixés quotidiennement par la Banque Centrale Européenne, basée sur les données observables sur les marchés, pour les instruments dérivés de change et de taux.

Note 30 Couverture des risques de change et de taux d'intérêt

30.1 Opérations en devises et instruments dérivés

Les opérations en monnaies étrangères sont enregistrées au cours du jour de la transaction. À l'arrêté des comptes, les dettes et créances sont revalorisées au taux en vigueur à la date de clôture. Les écarts provenant de cette réévaluation sont inscrits au compte de résultat en marge opérationnelle pour les créances et dettes opérationnelles et en « Autres revenus et charges financiers » pour les autres créances ou dettes.

Les instruments dérivés cotés sur des marchés organisés ou de gré à gré, avec des contreparties de premier rang, sont utilisés en couverture des risques de change et de taux. Ils sont inscrits dans le bilan pour leur juste valeur.

30.2 Couverture des risques de change

Faurecia couvre de façon centralisée le risque de change de ses filiales, lié à leurs opérations commerciales, au moyen d'opérations de change à terme ou optionnelles ainsi que de financement en devises. Cette gestion centralisée est mise en œuvre par la Direction du financement et de la trésorerie du Groupe, sous la responsabilité de la Direction générale. Les décisions de gestion sont prises au sein d'un Comité de gestion des risques de marché qui se réunit mensuellement.

Les transactions futures sont couvertes sur la base des flux prévisionnels établis lors de la préparation des budgets validés par la Direction générale, ces prévisions étant remises régulièrement à jour. Les instruments dérivés contractés au titre de ces transactions futures sont qualifiés de *cash flow hedge* lorsqu'il existe une relation de couverture au sens de la norme IFRS 9.

Les filiales dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro bénéficient de prêts intragroupes dans leurs devises fonctionnelles. Ces prêts étant refinancés en euros et bien qu'ils soient éliminés en consolidation, ils contribuent à l'exposition au risque de change du Groupe et ce risque est couvert au moyen de swaps de change ou de financement dans la devise en question.

Les variations de juste valeur des instruments affectés à la couverture de chiffres d'affaires futurs (parties efficaces des couvertures) sont enregistrées en capitaux propres et sont reprises en marge opérationnelle à la date de réalisation du chiffre d'affaires couvert.

Les variations de juste valeur des instruments de couverture de créances et dettes commerciales sont enregistrées en marge opérationnelle.

Les variations de valeur des instruments de couverture des autres créances et dettes ainsi que les variations de valeur des parties non efficaces des couvertures (valeur temps de ces couvertures) sont enregistrées en autres produits et charges financiers à l'exception de la réévaluation à la juste valeur des couvertures de flux futurs qui est enregistrée en éléments recyclables en compte de résultat.

2021

Devise de risque (en millions d'euros)	USD	CZK	CNY	RUB	GBP	PLN	MXN	JPY
Actifs commerciaux (moins passifs)	41,5	(19,4)	(1,9)	12,2	58,5	(16,3)	(47,8)	26,5
Actifs financiers (moins passifs) *	228,6	(1,3)	10,1	(30,9)	(83,3)	0,0	(0,1)	118,7
Transactions futures **	138,2	(98,0)	45,4	40,3	(84,4)	(75,6)	(22,4)	32,0
Position nette avant gestion	408,3	(118,8)	53,5	21,6	(109,2)	(92,0)	(70,4)	177,3
Instruments dérivés de change	(441,6)	99,9	(3,2)	26,7	67,3	116,5	49,9	(132,0)
Position nette après gestion	(33,3)	(18,9)	50,3	48,3	(41,8)	24,6	(20,5)	45,3

* Y compris financements inter-compagnies.

** Exposition commerciale prévue sur les six prochains mois.

2020

Devise de risque (en millions d'euros)	USD	CZK	CNY	RUB	GBP	PLN	MXN	JPY
Actifs commerciaux (moins passifs)	33,9	(35,9)	37,9	19,0	10,1	(15,3)	(62,0)	5,9
Actifs financiers (moins passifs) *	243,1	0,0	9,9	(29,0)	(88,6)	0,0	(9,0)	86,1
Transactions futures **	107,3	(56,8)	15,3	8,7	1,1	(68,1)	(47,8)	13,4
Position nette avant gestion	384,3	(92,7)	63,1	(1,3)	(77,4)	(83,4)	(118,8)	105,4
Instrumentés dérivés de change	(311,1)	45,3	(19,5)	22,5	100,2	68,0	19,0	(107,6)
Position nette après gestion	73,2	(47,4)	43,6	21,2	22,8	(15,4)	(99,8)	(2,2)

* Y compris financements intercompagnies.

** Exposition commerciale prévue sur les six prochains mois.

Les instruments de couverture sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur. Celle-ci est établie à partir des valorisations réalisées en interne à partir des données de marché et contrôlées avec les valorisations fournies par les contreparties bancaires.

Information sur les notionnels couverts

(en millions d'euros) 31/12/2021	Valeur au bilan			Échéances		
	Actif	Passif	Notionnel *	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Couverture à la juste valeur						
■ Contrats de change à terme	0,1	(0,2)	62,5	62,5	0,0	0,0
■ Swap de change inter-companies en devises	3,6	(0,8)	535,0	535,0	0,0	0,0
■ Cross-currency swap	1,7	(0,6)	135,5	0,0	106,0	29,5
Couverture de flux futurs						
■ Contrats de change à terme	3,7	(5,6)	486,0	486,0	0,0	0,0
■ Option de change	1,2	(0,9)	188,8	188,8	0,0	0,0
Non éligible à la comptabilité de couverture	0,2	0,0	25,3	25,3	0,0	0,0
	10,5	(8,0)				

* Notionnel en valeur absolue.

(en millions d'euros) 31/12/2020	Valeur au bilan			Échéances		
	Actif	Passif	Notionnel *	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Couverture à la juste valeur						
■ Contrats de change à terme	0,0	(0,1)	10,2	10,2	0,0	0,0
■ Swap de change inter-companies en devises	2,6	(0,3)	468,3	468,3	0,0	0,0
■ Cross-currency swap	0,0	(6,8)	97,8	0,0	97,8	0,0
Couverture de flux futurs						
■ Contrats de change à terme	9,9	(2,2)	349,1	349,1	0,0	0,0
■ Option de change	0,3	(0,3)	40,5	40,5	0,0	0,0
Non éligible à la comptabilité de couverture	0,0	(0,1)	9,1	9,1	0,0	0,0
	12,8	(9,8)				

* Notionnel en valeur absolue.

La sensibilité du résultat et des capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2021, résultant d'une variation de chaque devise de risque par rapport à l'euro se présente comme suit pour les principales devises auxquelles est exposé le Groupe :

Devise de risque	USD	CZK	CNY	RUB	GBP	PLN	MXN	JPY
2021	1,13	24,86	7,19	85,30	0,84	4,60	23,14	130,38
Hypothèses de variation (Dépréciation devise de risque/EUR)	5,0 %	5,0 %	5,0 %	5,0 %	5,0 %	5,0 %	5,0 %	5,0 %
Taux après sensibilité	1,19	26,10	7,55	89,57	0,88	4,83	24,30	136,90
Impact sur le résultat avant impôt (en millions d'euros)	(2,59)	1,04	0,05	(0,33)	(1,97)	0,82	2,40	(1,77)
Impact sur les autres éléments du résultat global (en millions d'euros)	8,87	(4,64)	(0,32)	0,00	0,00	(4,64)	(0,03)	0,79

Ces impacts traduisent d'une part, l'effet en résultat de la variation des cours de change, sur la valorisation au taux de clôture, des actifs et passifs figurants au bilan, net de l'impact de la variation de valeur intrinsèque des instruments de couverture éligibles à la couverture de juste valeur ou non éligibles et d'autre part l'effet en capitaux propres, de la variation de valeur intrinsèque des instruments de couverture pour les dérivés éligibles à la comptabilité de couverture des flux futurs (cash flow hedge).

30.3 Couverture du risque de taux

Faurecia gère de façon centralisée la couverture du risque de taux. Cette gestion est mise en œuvre par la Direction du financement et de la trésorerie du Groupe, sous la responsabilité de la Direction générale. Les décisions de gestion sont prises au sein d'un Comité de gestion des risques de marché qui se réunit mensuellement.

La variation de juste valeur des instruments de couverture de taux pour lesquels les relations de couvertures ne répondent pas aux critères définis par la norme IFRS 9, ou pour lesquels il n'a pas été choisi d'appliquer la comptabilité de couverture, est portée directement en autres produits et charges financiers.

Le tableau ci-dessous montre la position de taux du Groupe en fonction de la nature des instruments de bilan et des instruments dérivés (taux fixe ou taux variable). Les actifs financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie ; les instruments de couverture de taux comprennent les swaps de taux ainsi que les instruments optionnels qui sont dans la monnaie.

	Moins d'un an		De 1 à 2 ans		De 2 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
2021										
Actifs financiers		4 917,6								4 917,6
Passifs financiers	(261,6)	(924,0)	(283,0)	(422,8)	(2 255,9)	(681,7)	(3 517,9)	(37,5)	(6 318,3)	(2 066,0)
Position nette avant gestion	(261,6)	3 993,7	(283,0)	(422,8)	(2 255,9)	(681,7)	(3 517,9)	(37,5)	(6 318,3)	2 851,6
Instruments de couverture de taux	0,0	0,0	(398,6)	398,6	(137,0)	137,0	29,6	(29,6)	(506,0)	506,0
Position nette après gestion	(261,6)	3 993,7	(681,5)	(24,3)	(2 392,9)	(544,7)	(3 488,3)	(67,1)	(6 824,3)	3 357,6
2020										
Actifs financiers		3 094,0								3 094,0
Passifs financiers	(183,7)	(1 055,5)	(320,9)	(226,5)	(1 485,8)	(509,2)	(2 440,5)	0,0	(4 430,9)	(1 791,2)
Position nette avant gestion	(183,7)	2 038,5	(320,9)	(226,5)	(1 485,8)	(509,2)	(2 440,5)	0,0	(4 430,9)	1 302,8
Instruments de couverture de taux	0,0	0,0	(226,5)	226,5	(531,8)	531,8	0,0	0,0	(758,3)	758,3
Position nette après gestion	(183,7)	2 038,5	(547,4)	0,0	(2 017,6)	22,6	(2 440,5)	0,0	(5 189,2)	2 061,1

Les cross-currency swaps taux variable/taux fixe sont inclus dans la position de taux ci-dessus, mais leur valeur au bilan et leurs montants notionnels sont inclus dans la table correspondante des instruments dérivés de change en note 30.2 et non dans la table des instruments de taux ci-après.

Les principales composantes de la dette à taux fixe sont :

- les obligations à échéance juin 2025 émises en mars 2018 et en juillet 2020 pour un montant total de 1 000 millions d'euros ;
- les obligations à échéance juin 2026 émises en mars et en octobre 2019 pour un montant total de 750 millions d'euros ;
- les obligations à échéance juin 2027 émises en novembre 2019 pour un montant total de 700 millions d'euros ;
- les obligations à échéance février 2027 émises en novembre 2021 pour un montant total de 1 200 millions d'euros ;
- les obligations à échéance juin 2028 émises en juillet 2020 pour un montant total de 700 millions d'euros ;
- les obligations vertes à échéance juin 2029 émises en mars 2021 pour un montant total de 400 millions d'euros ;
- une partie du *Schuldscheindarlehen* (voir note 26.3) émis en décembre 2018 et en décembre 2021.

La majorité des instruments dérivés de taux en portefeuille au 31 décembre 2021 visent à protéger contre une hausse des taux la part à taux variable du *Schuldscheindarlehen*.

Le détail des notionnels d'instruments de couverture est le suivant :

(en millions d'euros) 31/12/2021	Valeur au bilan		Notionnel par échéances		
	Actif	Passif	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Options de taux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Swap taux variable/taux fixe	0,0	(3,0)	0,0	487,0	0,0
Primes restant à verser	1,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Swaption	6,6	0,0	700,0	0,0	0,0
	8,0	(3,0)	700,0	487,0	0,0

(en millions d'euros) 31/12/2020	Valeur au bilan		Notionnel par échéances		
	Actif	Passif	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Options de taux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Swap taux variable/taux fixe	0,0	(9,9)	0,0	713,5	0,0
Primes restant à verser	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	0,0	(9,9)	0,0	713,5	0,0

Une partie de la dette étant à taux variable comme l'indique le tableau de la note 26.4, une hausse des taux courts aurait pour effet d'augmenter les intérêts financiers de la dette.

Les tests de sensibilité mis en œuvre, en prenant pour hypothèse une hausse de 100 points de base du niveau moyen des taux d'intérêt par rapport à la courbe des taux du 31 décembre 2021, montrent que l'effet sur le montant des charges de financement nettes (avant impôt) ne serait pas significatif, compte tenu des caractéristiques de la dette et des instruments dérivés existants au 31 décembre 2021.

30.4 Risque de contrepartie sur les instruments dérivés

Faurecia conclut l'essentiel de ses transactions sur produits dérivés avec des banques commerciales faisant partie de son pool de banques, et dont la notation ne crée pas un risque de contrepartie matériel. La prise en compte des conventions de compensation des produits dérivés existants avec les contreparties, est résumée dans les tableaux ci-dessous :

Actifs financiers au 31 décembre 2021 <i>(en millions d'euros)</i>	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)	(d) Effet des « autres accords de compensation » (ne répondant pas aux critères de compensation IAS 32)		(e) = (c) - (d)
	Valeur brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés (conformément à IAS 32)	Montants nets présentés au bilan	Instruments Financiers	Juste valeur des collatéraux financiers	Exposition nette
Dérivés	18,5		18,5	13,9		4,6
Autres instruments financiers						
TOTAL	18,5	0,0	18,5	13,9	0,0	4,6

Passifs financiers au 31 décembre 2021 <i>(en millions d'euros)</i>	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)	(d) Effet des « autres accords de compensation » (ne répondant pas aux critères de compensation IAS 32)		(e) = (c) - (d)
	Valeur brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés (conformément à IAS 32)	Montants nets présentés au bilan	Instruments Financiers	Juste valeur des collatéraux financiers	Exposition nette
Dérivés	11,0		11,0	13,9		(2,9)
Autres instruments financiers						
TOTAL	11,0	0,0	11,0	13,9	0,0	(2,9)

Note 31 Engagements donnés et passifs éventuels

Engagements donnés

<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020
Redevances à payer sur contrats de location ⁽¹⁾	124,0	140,0
Garanties données au titre de l'endettement financier :		
■ hypothèques sur différents immeubles du Groupe	2,1	2,0
Dettes cautionnées	94,5	30,3
Commandes fermes d'immobilisations corporelles et incorporelles	142,0	158,6
Divers	1,0	1,1
TOTAL ⁽²⁾	363,6	332,0

(1) Les engagements au titre des paiements futurs de loyer correspondent essentiellement aux obligations non reprises dans la dette de loyer, telles que les paiements sur des contrats entrant dans le champ des exemptions permises par IFRS 16 et appliquées par le Groupe, ainsi que les paiements futurs sur des contrats dont l'exécution n'a pas encore commencé.

(2) Dont 8 millions d'euros d'engagements pour les activités non poursuivies en décembre 2020 (principalement commandes fermes d'immobilisations).

Les échéanciers des redevances à payer sur contrats de location se ventilent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020
N+1	15,6	13,1
N+2	10,0	8,2
N+3	9,7	7,9
N+4	9,6	8,0
N+5 et au-delà	79,0	102,9
TOTAL	124,0	140,0

Échéances des hypothèques et cautions :

<i>(en millions d'euros)</i>	2021
■ à moins de 1 an	81,5
■ de 1 an à 5 ans	2,0
■ plus de 5 ans	13,1
TOTAL	96,6

Note 32 Parties liées

Les transactions entre sociétés consolidées ont été éliminées par le processus de consolidation. Par ailleurs, le Groupe entretient des relations d'affaires avec certaines entités non consolidées ou comptabilisées par mise en équivalence pour des valeurs non significatives.

Note 33 Rémunérations des dirigeants

Le montant global des rémunérations allouées au titre de l'exercice 2021 aux membres du Conseil d'administration et aux membres du Comité exécutif en fonction au 31 décembre 2021 s'élève à 12 647 356 euros dont 864 629 euros au titre des jetons de présence, contre 14 293 985 euros dont 703 000 euros au titre des jetons de présence au 31 décembre 2020.

Note 34 Honoraires des commissaires aux comptes

	EY				Mazars			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2020
<i>(en millions d'euros)</i>								
AUDIT								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Émetteur	0,9	0,9	17,0%	18,4 %	0,7	0,7	15,2%	15,7 %
Filiales intégrées globalement	3,6	3,3	68,2%	70,9 %	3,6	3,8	73,9%	81,7 %
SOUS-TOTAL	4,5	4,2	85,2%	89,3 %	4,3	4,6	89,1%	97,4 %
Services autres que la certification des comptes								
Émetteur	0,4	0,2	7,2%	4,3 %	0,4	0,1	8,9%	2,6 %
Filiales intégrées globalement	0,4	0,3	7,6%	6,4 %	0,1	0,0	2,1%	0,0 %
SOUS-TOTAL	0,8	0,5	14,8%	10,7 %	0,5	0,1	10,9%	2,6 %
TOTAL	5,3	4,7	100,0%	100,0 %	4,9	4,7	100,0%	100,0 %

Les honoraires facturés par les commissaires aux comptes au titre des travaux effectués pour le compte des publications spécifiques de Peugeot SA dans le cadre de sa fusion avec le groupe FCA ont été validés et pris en charge par Peugeot SA et ne sont donc pas intégrés dans les données du tableau ci-dessus.

Les services autres que la certification des comptes fournis par EY à l'entité consolidante et à ses filiales contrôlées sont principalement constitués de diligences relatives à l'émission d'attestations, d'audits contractuels et de diligences liées à des projets de désinvestissement, de consultations ainsi que des lettres de confort dans le cadre d'une opération de financement.

Les services autres que la certification des comptes fournis par Mazars à l'entité consolidante et à ses filiales contrôlées sont principalement constitués de diligences relatives à l'émission d'attestations, de la déclaration de performance extra-financière, d'audits contractuels et de diligences liées à des projets de désinvestissement, de consultations ainsi que des lettres de confort dans le cadre d'une opération de financement.

Note 35 Dividendes

Le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende de 1,00 euro par action.

Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2021

	Pays	% d'intérêt de la Société mère dans le capital	% contrôle ⁽¹⁾
I – SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE			
Faurecia	France	Société mère	Société mère
Afrique du Sud			
Faurecia Interior Systems South Africa (Pty), Ltd	Afrique du Sud	100	100
Faurecia Interior Systems Pretoria (Pty), Ltd	Afrique du Sud	100	100
Faurecia Emission Control Technologies South Africa (CapeTown) (Pty), Ltd	Afrique du Sud	100	100
Allemagne			
Faurecia Autositze GmbH ^(a)	Allemagne	100	100
Faurecia Automobiltechnik GmbH ^(a)	Allemagne	100	100
Faurecia Automotive GmbH ^{(a) (b)}	Allemagne	100	100
Faurecia Innenraum Systeme GmbH ^(a)	Allemagne	100	100
Faurecia Emissions Control Technologies, Germany GmbH ^(a)	Allemagne	100	100
Hug Engineering GmbH ^(a)	Allemagne	100	100
Clarion Europa GmbH	Allemagne	100	100
SAS Autosystemtechnik GmbH ^(a)	Allemagne	100	100
SAS Autosystemtechnik Verwaltungs GmbH ^(a)	Allemagne	100	100
Faurecia Participations GmbH	Allemagne	100	100
Argentine			
Faurecia Sistemas De Escape Argentina S.A.	Argentine	100	100
Faurecia Argentina S.A.	Argentine	100	100
SAS Automotriz Argentina S.A.	Argentine	100	100
Autriche			
Faurecia Angell-Demmel GmbH	Autriche	100	100
Belgique			
Faurecia Automotive Belgium	Belgique	100	100
Brésil			
Faurecia Automotive do Brasil, Ltda	Brésil	100	100
FMM Pernambuco Componentes Automotivos, Ltda	Brésil	51	100
SAS Automotive Do Brazil Ltda.	Brésil	100	100
Canada			
Faurecia Emissions Control Technologies Canada, Ltd	Canada	100	100
Irystec Software Inc.	Canada	100	100
Chine			
Faurecia Exhaust Systems Changchun Co., Ltd	Chine	51	100
Changchun Faurecia Xuyang Automotive Seat Co., Ltd	Chine	60	100
Faurecia – GSK (Wuhan) Automotive Seating Co., Ltd	Chine	51	100
Faurecia (Wuxi) Seating Components Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia Tongda Exhaust Systems Wuhan Co., Ltd	Chine	50	100
Faurecia Honghu Exhaust Systems Shanghai, Co., Ltd	Chine	66	100
Faurecia (Changchun) Automotive Systems Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia Emissions Control Technologies Development (Shanghai) Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia (Shanghai) Automotive Systems Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia (Qingdao) Exhaust Systems Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia (China) Holding Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia (Guangzhou) Automotive Systems Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia Emissions Control Technologies (Chongqing) Co., Ltd	Chine	72,5	100
Faurecia Emissions Control Technologies (Yantai) Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia (Chengdu) Emissions Control Technologies Co., Ltd	Chine	51	100
Faurecia (Nanjing) Automotive Systems Co., Ltd	Chine	100	100

(1) Cumul des pourcentages de participation des sociétés consolidées par intégration globale.

(a) Application de la sec.264 (3) HGB (Code de commerce allemand).

(b) Application de la sec.291 (2) HGB (Code de commerce allemand).

	Pays	% d'intérêt de la Société mère dans le capital	% contrôle ⁽¹⁾
Faurecia (Shenyang) Automotive Systems Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia (Wuhan) Automotive Components Systems Co., Ltd	Chine	100	100
Changchun Faurecia Xuyang Interior Systems Co., Ltd	Chine	60	100
Chengdu Faurecia Limin Automotive Systems Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia (Yancheng) Automotive Systems Co., Ltd	Chine	100	100
CSM Faurecia Automotive Parts Co., Ltd	Chine	50	100
Faurecia NHK (Xiangyang) Automotive Seating Co., Ltd	Chine	51	100
Faurecia Emissions Control Technologies (Beijing) Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia Emissions Control Technologies (Nanchang) Co., Ltd	Chine	51	100
Faurecia Emissions Control Technologies (Ningbo) Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia Emissions Control Technologies (Foshan) Co., Ltd	Chine	51	100
Foshan Faurecia Xuyang Interior Systems Co., Ltd	Chine	60	100
Faurecia PowerGreen Emissions Control Technologies (Shanghai) Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia Emissions Control Technologies (Ningbo Hangzhou Bay New District) Co., Ltd	Chine	66	100
Shanghai Faurecia Automotive Seating Co., Ltd	Chine	55	100
Changsha Faurecia Emissions Control Technologies Co., Ltd	Chine	100	100
Dongfeng Faurecia Automotive Interior Co., Ltd	Chine	50	100
Borgward Faurecia (Tianjin) Auto Systems Co., Ltd	Chine	51	100
Faurecia Exhaust Systems (Shanghai) Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia (Jimo) Emissions Control Technologies Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia (Tianjin) Emission Control Technologies Co., Ltd	Chine	51	100
Faurecia Yinlun (Weifang) Emission Control Technologies Co., Ltd	Chine	52	100
Tianjin Faurecia Xuyang Automotive System Co., Ltd	Chine	60	100
Dongfeng Faurecia Emissions Control Technologies Co., Ltd	Chine	50	100
Faurecia (Changshu) Automotive System Co., Ltd	Chine	55	100
Faurecia (Liuzhou) Automotive Seating Co., Ltd	Chine	50	100
Faurecia Clarion Electronic Fengcheng Co., Ltd	Chine	100	100
Shenzhen Faurecia Automotive Parts Co., Ltd	Chine	70	100
Faurecia (Hangzhou) Automotive Systems Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia (Liuzhou) Automotive Interior Systems Co., Ltd	Chine	50	100
Faurecia Clarion Electronic Foshan Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia Chongqing Zhuotong Automotive Interior Systems Co., Ltd	Chine	50	100
Shanghai Faurecia Automotive Seating component Co., Ltd	Chine	55	100
Parrot Automotive Shenzhen	Chine	100	100
HUG Engineering Shanghai Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia Clarion Electronics (Dongguan) Co. Ltd	Chine	100	100
Faurecia Clarion Electronics (Xiamen) Co. Ltd	Chine	100	100
Chengdu Faurecia Xuyang Automotive Seat Co., Ltd	Chine	60	100
Zhejiang Faurecia Interior & Exterior Systems Co., Ltd	Chine	100	100
SAS Automotive Systems (Shanghai) Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia Clarion Electronic Chongqing Ltd	Chine	100	100
Changchun Faurecia Xuyang Display Technology Co., Ltd	Chine	55	100
Nanjing Faurecia Emission Control Technology Co., Ltd	Chine	66	100
Faurecia (Shanghai) Automotive Component Co. Ltd	Chine	100	100
Faurecia (Jiaxing) Automotive Systems Co., Ltd	Chine	100	100
Faurecia CLD Safety Technology (Shenyang) Co., Ltd	Chine	65	100
Faurecia Clarion (Wuhan)	Chine	51	100
Coagent Global Limited	Chine	100	100
Faurecia Clarion Electronics Asia Pacific Limited	Chine	100	100
Chang Ming Co., Ltd	Chine	82,9	100
Clarion (H.K.) Industries Co., Ltd	Chine	100	100
Chine Taiwan			
Covatech Inc.	Chine Taiwan	82,9	100
Clarion (Taïwan) Manufacturing Co., Ltd	Chine Taïwan	100	100

(1) Cumul des pourcentages de participation des sociétés consolidées par intégration globale.

	Pays	% d'intérêt de la Société mère dans le capital	% contrôle ⁽¹⁾
Corée du Sud			
Faurecia Korea, Ltd	Corée du Sud	100	100
FCM Yeongcheon	Corée du Sud	100	100
FAS Yeongcheon	Corée du Sud	100	100
Danemark			
AMMINEX Emissions Technology AS	Danemark	91,5	100
Espagne			
Asientos de Castilla Leon, S.A.	Espagne	100	100
Asientos del Norte, S.A.	Espagne	100	100
Faurecia Asientos Para Automovil España, S.A.	Espagne	100	100
Faurecia Sistemas De Escape España, SA	Espagne	100	100
Tecnoconfort	Espagne	50	100
Asientos de Galicia, S.L.	Espagne	100	100
Faurecia Automotive España, S.L.	Espagne	100	100
Faurecia Interior System España, S.A.	Espagne	100	100
Faurecia Interior System SALC España, S.L.	Espagne	100	100
Valencia Modulos de Puertas, S.L.	Espagne	100	100
Faurecia Emissions Control Technologies, Pamplona, S.L.	Espagne	100	100
Incalplas, S.L.	Espagne	100	100
Faurecia Holding España S.L.	Espagne	100	100
SAS Autosystemtechnik S.A.	Espagne	100	100
États-Unis			
Faurecia Emissions Control Systems NA, LLC	États-Unis	100	100
Faurecia Automotive Seating, LLC	États-Unis	100	100
Faurecia USA Holdings, Inc.	États-Unis	100	100
Faurecia Emissions Control Technologies, USA, LLC	États-Unis	100	100
Faurecia Interior Systems, Inc.	États-Unis	100	100
Faurecia Madison Automotive Seating, Inc.	États-Unis	100	100
Faurecia Interiors Louisville, LLC	États-Unis	100	100
Faurecia Interior Systems Saline, LLC	États-Unis	100	100
Faurecia Mexico Holdings, LLC	États-Unis	100	100
FNK North America, Inc	États-Unis	100	100
Faurecia North America, Inc.	États-Unis	100	100
Hug Engineering Inc.	États-Unis	100	100
Faurecia DMS	États-Unis	100	100
Clarion Corporation of America	États-Unis	100	100
SAS Automotive Usa Inc.	États-Unis	100	100
France			
Faurecia Sièges d'Automobile	France	100	100
Faurecia Industries	France	100	100
ECSA – Etudes Et Construction de Sièges pour l'Automobile	France	100	100
Siedoubs	France	100	100
Sielest	France	100	100
Siemar	France	100	100
Faurecia Seating Flers	France	100	100
Faurecia Investments	France	100	100
Trecia	France	100	100
Faurecia Automotive Holdings	France	100	100
Faurecia Intérieur Industrie	France	100	100
Faurecia Systèmes d'Echappement	France	100	100
Faurecia Services Groupe	France	100	100
Faurecia Exhaust International	France	100	100
Faurecia Exhaust Russia Holding	France	100	100
Faurecia Smart Technologies	France	100	100
Faurecia Ventures	France	100	100
Faurecia Automotive Composites	France	100	100

(1) Cumul des pourcentages de participation des sociétés consolidées par intégration globale.

	Pays	% d'intérêt de la Société mère dans le capital	% contrôle ⁽¹⁾
Hambach Automotive Exteriors	France	100	100
Hennape Six	France	100	100
Faurecia Clarion Electronics Europe S.A.S.	France	100	100
Clarion Europe S.A.S	France	100	100
SAS Automotive France S.A.S.U.	France	100	100
SAS Logistics France S.A.S.U	France	100	100
Cockpit Automotive Systems Rennes S.A.S.U	France	100	100
Ullit	France	100	100
Grande-Bretagne			
Faurecia Automotive Seating UK, Ltd	Grande-Bretagne	100	100
Faurecia Midlands, Ltd	Grande-Bretagne	100	100
SAI Automotive Fradley, Ltd	Grande-Bretagne	100	100
SAI Automotive Washington, Ltd	Grande-Bretagne	100	100
Faurecia Emissions Control Technologies UK, Ltd	Grande-Bretagne	100	100
Design LED Products, Ltd	Grande-Bretagne	100	100
Hongrie			
Faurecia Emissions Control Technologies, Hungary Kft	Hongrie	100	100
Clarion Hungary Electronics Kft.	Hongrie	100	100
Inde			
Faurecia Automotive Seating India Private, Ltd	Inde	100	100
Faurecia Emissions Control Technologies India Private, Ltd	Inde	74	100
Faurecia Interior Systems India Private, Ltd	Inde	100	100
Clarion India Pvt, Ltd	Inde	100	100
Indonésie			
PT Faurecia Clean Mobility Indonesia	Indonésie	100	100
Israël			
Faurecia Security Technologies	Israël	100	100
Italie			
Faurecia Emissions Control Technologies, Italy SRL	Italie	100	100
Hug Engineering Italia S.r.l.	Italie	100	100
Japon			
Faurecia Japan K.K.	Japon	100	100
Faurecia Howa Interiors Co., Ltd	Japon	50	100
Faurecia Clarion Electronics Co., Ltd	Japon	100	100
Clarion Sales and Marketing Co., Ltd	Japon	100	100
Luxembourg			
Faurecia Ré	Luxembourg	100	100
Maroc			
Faurecia Équipements Automobiles Maroc	Maroc	100	100
Faurecia Automotive Systems Technologies	Maroc	100	100
Faurecia Automotive Industries Morocco SARL	Maroc	100	100
Mexique			
Faurecia Sistemas Automotrices de Mexico, S.A. de C.V.	Mexique	100	100
Servicios Corporativos de Personal Especializado, S.A. de C.V.	Mexique	100	100
Faurecia Howa Interior Mexico, S.A. de C.V.	Mexique	51	100
Electronica Clarion, S.A. de C.V.	Mexique	100	100
SAS Automotive Systems S.A. De C.V.	Mexique	100	100
Pays-Bas			
ET Dutch Holdings B.V.	Pays-Bas	100	100
Faurecia Emissions Control Technologies Netherlands B.V.	Pays-Bas	100	100
Hug Engineering B.V.	Pays-Bas	100	100

(1) Cumul des pourcentages de participation des sociétés consolidées par intégration globale.

	Pays	% d'intérêt de la Société mère dans le capital	% contrôle ⁽¹⁾
Pologne			
Faurecia Automotive Polska S.A.	Pologne	100	100
Faurecia Walbrzych S.A.	Pologne	100	100
Faurecia Grojec R&D Center S.A.	Pologne	100	100
Faurecia Gorzow S.A.	Pologne	100	100
Faurecia Legnica Decoration S. A	Pologne	100	100
Portugal			
Faurecia – Assentos de Automovel, Lda	Portugal	100	100
SASAL	Portugal	100	100
Faurecia – Sistemas De Escape Portugal, Lda	Portugal	100	100
EDA – Estofagem de Assentos, Lda	Portugal	100	100
Faurecia Sistemas de Interior de Portugal, Componentes Para Automoveis S.A.	Portugal	100	100
SAS Automotive De Portugal Unipessoal Ltda.	Portugal	100	100
Rép. tchèque			
Faurecia Exhaust Systems, S.R.O.	Rép. Tchèque	100	100
Faurecia Automotive Czech Republic, S.R.O.	Rép. Tchèque	100	100
Faurecia Interior Systems Bohemia, S.R.O.	Rép. Tchèque	100	100
Faurecia Components Pisek, S.R.O.	Rép. Tchèque	100	100
Faurecia Interiors Pardubice, S.R.O.	Rép. Tchèque	100	100
Faurecia Emissions Control Technologies Mlada Boleslav, S.R.O.	Rép. Tchèque	100	100
Faurecia Plzen S.R.O.	Rép. Tchèque	100	100
SAS Autosystemtechnik S.R.O.	Rép. Tchèque	100	100
Roumanie			
Faurecia Romania S.R.L.	Roumanie	100	100
Euro Auto Plastic Systems S.R.L.	Roumanie	50	100
Russie			
OOO Faurecia Interior Luga	Russie	100	100
OOO Faurecia Metalloprodukcja Exhaust Systems	Russie	100	100
OOO Faurecia Automotive Development	Russie	100	100
OOO Faurecia Automotive Solutions	Russie	100	100
Slovaquie			
Faurecia Automotive Slovakia SRO	Slovaquie	100	100
SAS Automotive S.R.O.	Slovaquie	100	100
Suède			
Faurecia Interior Systems Sweden AB	Suède	100	100
Faurecia CREO	Suède	100	100
Suisse			
Hug Engineering AG	Suisse	100	100
Faurecia Switzerland Sàrl	Suisse	100	100
Faurecia Switzerland Group AG	Suisse	100	100
Thaïlande			
Faurecia Interior Systems (Thailand) Co., Ltd	Thaïlande	100	100
Faurecia Emissions Control Technologies, Thailand Co., Ltd	Thaïlande	100	100
Faurecia & Summit Interior Systems (Thailand) Co., Ltd	Thaïlande	50	100
Clarion Asia (Thailand) Co., Ltd	Thaïlande	100	100
Tunisie			
Société Tunisienne D'Équipements d'Automobile	Tunisie	100	100
Faurecia Informatique Tunisie	Tunisie	100	100
Turquie			
Faurecia Polifleks Otomotiv Sanayi Ve Ticaret Anonim Sirketi	Turquie	100	100
SAS Otosistem Teknik Ticaret Ve Limited Sirketi	Turquie	100	100
Uruguay			
Faurecia Automotive Del Uruguay, S.A.	Uruguay	100	100
Vietnam			
Faurecia Interior Systems (Vietnam) Co., Ltd	Vietnam	100	100

(1) Cumul des pourcentages de participation des sociétés consolidées par intégration globale.

	Pays	% d'intérêt de la Société mère dans le capital	% contrôle ⁽¹⁾
II – SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN EQUIVALENC			
Chine			
Changchun Xuyang Faurecia Acoustics & Soft Trim Co., Ltd	Chine	40	40
Jinan Jidao Auto Parts Co., Ltd	Chine	50	50
Changchun Faurecia Xuyang Automotive Components Technologies R&D Co., Ltd	Chine	45	45
Dongfeng Faurecia (Wuhan) Automotive Parts Sales Co., Ltd	Chine	50	50
Qinhuangdao WKW-FAD Automotive Interior Parts Co., Ltd	Chine	50	50
Dongfeng Faurecia (Xiangyang) Emissions Systems Co., Ltd	Chine	50	50
Faurecia Liuzhou Automotive Seating Sales Co., Ltd	Chine	50	50
Chongqing Guangneng Faurecia Interior Systems Co., Ltd	Chine	50	50
Faurecia (Liuzhou) Emissions Control Technologies Co., Ltd	Chine	50	50
Wuhan Clarion Kotei Software Technology Co., Ltd	Chine	25	25
Beijing BAIC Faurecia Automotive Systems Co., Ltd	Chine	50	50
Kaishi Faurecia Aftertreatment Control Technologies Co., Ltd	Chine	35	35
Espagne			
Componentes de Vehiculos de Galicia, S.A.	Espagne	50	50
Copo Iberica, S.A.	Espagne	50	50
États-Unis			
Detroit Manufacturing Systems, LLC	États-Unis	49	49
DMS leverage lender, LLC	États-Unis	49	49
DMS Toledo, LLC	États-Unis	49	49
Total Network Manufacturing LLC	États-Unis	49	49
France			
Automotive Performance Materials (APM)	France	50	50
Symbio	France	50	50
Inde			
NHK F. Krishna India Automotive Seating Private, Ltd	Inde	19	19
Basis Mold India Private Limited	Inde	38	38
Italie			
Ligneos Srl	Italie	50	50
Japon			
Faurecia – NHK Co., Ltd	Japon	50	50
Malaisie			
Clarion (Malaysia) Sdn. Bhd.	Malaisie	45	45
Mexique			
GMD Stamping Mexico S.A. de C.V.	Mexique	49	49
Hitachi Automotive Systems San Juan Del Rio, S.A. de C.V.	Mexique	20	20
Portugal			
Vanpro Assentos, Lda	Portugal	50	50
Faurecia Aptoide Automotive, Lda	Portugal	50	50
Turquie			
Teknik Malzeme Ticaret Ve Sanayi AS	Turquie	50	50

(1) Cumul des pourcentages de participation des sociétés consolidées par intégration globale.